

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LA SANTÉ)

## La baisse de vigilance pointée du doigt

P3

FRONT DES FORCES SOCIALISTES (FFS)

## L'Algérie a besoin d'une solution politique "démocratique et consensuelle"

P3

BEKKAT BERKANI (COMMISSION DE SUIVI COVID-19)

## "Si la situation sanitaire n'évolue pas, il n'y aura pas de reprise du championnat"

P13

### SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN ALGÉRIE

# Le gouvernement sur la corde raide

P3



LOGEMENT SOCIAL

## Vers la révision des critères d'accès

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville œuvre à la révision des critères d'accès au logement social en se basant essentiellement sur les résultats de l'enquête sur terrain relative à la situation sociale, a affirmé jeudi à Alger le ministre du secteur, Kamel Nasri.

"Le ministère de l'Habitat a préparé une première mouture du texte modifiant le décret 142-08 (fixant les règles d'accès aux logements publics locaux) portant révision des critères en accordant une grande importance à la situation sociale au lieu du salaire mensuel", a fait savoir M. Nasri lors d'une séance organisée par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre du débat du Projet de loi de finances (PLF2021). Selon le ministre, le texte en question est actuellement en cours d'examen par le ministère de l'Intérieur et devra être publié début 2021.

P2

ILLIZI/ANSEJ

## 707 dossiers déposés pour l'exploitation artisanale de l'or

Au moins 707 dossiers de création de micro-entreprises d'exploitation artisanale de l'or ont été déposés dans la wilaya d'Illizi, dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), a-t-on appris jeudi auprès de cet organisme. Les services de l'ANSEJ ont réceptionné ces dossiers en l'espace d'un mois, de la part de jeunes de la région désireux de se lancer dans ce type d'activités par le biais de micro-entreprises, a indiqué le directeur de l'antenne d'Illizi de cet organisme d'aide à l'emploi, Ryad Ramdani. L'engouement pour ce créneau d'exploitation minière a été relevé après les journées de sensibilisation organisées par l'ANSEJ à Illizi, Djanet et Bordj El-Haouès, en coordination avec divers partenaires, à l'instar de l'Agence nationale de l'activité minière (ANAM) et les secteurs des mines, de la formation et l'enseignement professionnels, a-t-il ajouté.

P4

### Régions

NÂAMA

## Ouverture de 11 classes pour enfants aux besoins spécifiques

P9

SOUK AHRAS

## Hausse de la récolte de liège en 2020

P8

### CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

## 631 nouveaux cas, 266 guérisons et 13 décès

P3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## 51,36% des bacheliers orientés vers leur premier choix

P2

FRANCE-ALGÉRIE

## Le ministre de l'Intérieur français à Alger aujourd'hui

P3

### International

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

## Biden s'approche à petits pas de la Maison Blanche

P15



Brèves

LOGEMENT SOCIAL  
Vers la révision  
des critères d'accès

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville œuvre à la révision des critères d'accès au logement social en se basant essentiellement sur les résultats de l'enquête sur terrain relative à la situation sociale, a affirmé jeudi à Alger le ministre du secteur, Kamel Nasri. "Le ministère de l'Habitat a préparé une première mouture du texte modifiant le décret 142-08 (fixant les règles d'accès aux logements publics locatifs) portant révision des critères en accordant une grande importance à la situation sociale au lieu du salaire mensuel", a fait savoir M. Nasri lors d'une séance organisée par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre du débat du Projet de loi de finances (PLF2021). Selon le ministre, le texte en question est actuellement en cours d'examen par le ministère de l'Intérieur et devra être publié début 2021.

Le décret 142-08 fixe une série de critères dont les comités de dairas devront se référer afin de déterminer les bénéficiaires. Les dossiers devront être notés selon le revenu mensuel, les conditions de logement, la situation individuelle et familiale du demandeur de logement et l'ancienneté de la demande. Le nouveau texte suggère également l'augmentation des points relatifs à la situation sociale selon le revenu mensuel, ce qui permettra de "renforcer les enquêtes sociales sur terrain effectuées par les comités", a poursuivi le ministre. La publication de ce texte coïncidera avec le lancement d'une étude sociale relative à la demande de logement social. "Cette étude, exigée par le président de la République, vise à définir le volume réel de la demande sur le logement social et à examiner les modalités de détermination des familles ayant besoin de ces logements", a ajouté

M. Nasri relevant qu'il "serait possible sur la base de cette étude de proposer, si nécessaire, la révision du plafond des revenus estimés à 24 000 Da". Par ailleurs, le ministre a fait savoir que l'élaboration du décret relatif à la nouvelle formule de location (logement public locatif) est toujours en cours. Il a imputé le retard accusé dans l'élaboration du texte à la difficulté de trouver une formule consensuelle avec les promoteurs immobiliers notamment en ce qui concerne le quota destiné à cette nouvelle formule. Cette nouvelle formule repose sur le principe d'octroyer des fonciers urbanisables relevant au domaine privé de l'Etat à un promoteur immobilier et en contrepartie ce dernier consacre un quota de logements construits pour location au moyen "d'un loyer inférieur à celui du marché" et qui sera défini par l'Etat. Le taux proposé par les promoteurs était en "deçà de nos attentes", a fait observer le ministre qui a affirmé que les consultations dans ce cadre se poursuivront en vue de parvenir à un accord sur ce taux, et ce avant toute décision.

TURKISH AIRLINES

Des vols spéciaux entre l'Algérie et Istanbul

La compagnie aérienne Turkish Airlines va opérer plusieurs vols spéciaux entre l'Algérie et la Turquie, a annoncé l'ambassade turque à Alger dans un communiqué publié hier jeudi sur sa page Facebook. Au total, quatre vols de rapatriement seront effectués vers Istanbul entre le 15 novembre et le 30 décembre, a précisé la même source. Les citoyens, qui souhaitent prendre le vol, peuvent obtenir leurs billets directement auprès des bureaux de la compagnie aérienne Turkish Airlines. Tous les bureaux de Turkish Airlines en Algérie seront ouverts de 9h00 à 16h00 en semaine (fermés du vendredi au samedi) à partir du 8 novembre 2020 pour la vente de billets. Les vols sont également ouverts aux citoyens algériens qui remplissent les conditions suivantes : Les conjoints qui sont mariés à des citoyens turcs, ceux qui ont une mission en Turquie, les étudiants en Turquie, ceux qui vont se faire soigner, explique l'ambassade. Toutefois, l'espace aérien de la Turquie vers l'Algérie étant toujours fermé, il nécessite une autorisation spéciale du Premier ministre algérien et seules les entreprises (pas de demande personnelle) sont fournies. Nos entreprises, qui demandent cette direction, peuvent obtenir des informations détaillées après des consultations commerciales.

R.N

ALGER

Accomplissement de la première prière du vendredi à Djamaâ El-Djazair

La première prière du vendredi a été accomplie à la Grande Mosquée d'Alger (Djamaâ El-Djazair) dans le respect des mesures sanitaires de prévention contre la propagation du Covid-19.



La prière du vendredi a également été accomplie dans les autres mosquées de la République ayant une capacité d'accueil de plus de 1000 fidèles, après une suspension de plus de sept mois due à la pandémie du coronavirus. Les fidèles ont accompli la prière en respectant le port du masque, l'utilisation du tapis personnel pour la prière et la distanciation physique, et ce en présence du ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmehdi, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, El Hachemi Djaoubou, ainsi

que du président du Haut Conseil Islamique (HCI), Bouabdellah Ghlammallah. Dans son prêche, l'imam a félicité les fidèles pour leur retour dans les mosquées pour l'accomplissement de la prière, les exhortant à respecter rigoureusement les mesures barrières. A cette occasion, les services de la sûreté nationale ont mis sur pied un dispositif spécial visant à assurer la sécurité et réguler la circulation au niveau des voies et axes menant vers la Grande Mosquée d'Alger. Plusieurs brigades mobiles (motorisées et pédestres) ont été mobilisées afin de faciliter

le trafic routier au niveau des voies menant vers cet édifice religieux, et veiller au respect strict des consignes du protocole sanitaire de la lutte contre le Coronavirus. La salle de prière de Djamaâ El-Djazair avait été inaugurée lors d'une cérémonie présidée par le Premier ministre Abdelaziz Djerad à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui. L'appel à la prière (adhan) a été lancé pour la première fois depuis la Grande mosquée par le muezzin Yacine Imrane.

APS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

51,36% des bacheliers orientés vers leur premier choix

Près de 51% de bacheliers (session 2020) sur un total de 279.959 ont été orientés vers leur premier choix, a déclaré jeudi à Alger Achour Boudjama, chef de cabinet au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Intervenant lors d'une conférence de presse, M. Boudjama a indiqué que 51,36 % des nouveaux bacheliers ont été orientés vers leur premier choix, soit 136.461 étudiants. Selon les statistiques du ministère, le nombre de lauréats au baccalauréat est de 279.959, dont 269.567 ont effectué leur pré-inscriptions d'entrée à l'université (96,28 %). Un total de 217.609 lauréats ont été orientés pour l'obtention d'une licence dans les universités et centres universitaires, soit 80,72 %, 5 102 au-

tres ont été admis dans les Ecoles normales supérieures (1,89 %), 8.181 autres dans les classes préparatoires, 10 310 dans les filières des sciences médicales et vétérinaires et 9 808 en sciences infirmières, indique le responsable. Selon M. Boudjama, le traitement des cas spéciaux autorisé par les établissements de l'enseignement supérieur se fait au niveau des établissements universitaires du 18 au 25 novembre en cours. La plateforme réservée aux demandes d'hébergement sera ouverte du 25 au 30 du même mois. Les entretiens et la réorientation de ceux n'ayant obtenu aucun de leurs choix dans la première étape sont prévus du 6 au 13 novembre. Pour les nouveaux bacheliers, il a été décidé, à l'exception des branches en sciences médicales, l'an-

nulation de la moyenne nationale dans les branches des sciences et techniques des activités physiques et sportives, les Ecoles normales supérieures (ENS), les sciences vétérinaires et les sciences politiques, a affirmé récemment le ministre de l'Enseignement supérieur. Il s'agit également de prendre en charge les candidats qui ont échoué aux examens d'accès aux ENS et aux instituts des sciences et techniques des activités physiques et sportives, en les orientant automatiquement vers leur choix suivant non subordonné à l'examen dans le cadre du respect des moyennes minimales". Six (06) choix au minimum et dix (10) autres au maximum ont été adoptés, à condition que deux choix au moins concerneront des formations de li-

cence à inscription locale ou régionale. Cette étape qui sera lancée après connaissance des moyennes minimales pour accéder aux différentes formations, ne concerne que les bacheliers qui n'ont obtenu aucun choix à la suite de la première étape. Il sera accordé à cette catégorie une deuxième chance à travers les 6 choix disponibles, à condition que deux choix au moins concerneront la formation de licence à inscription locale ou régionale et ce en tenant en compte des moyennes minimales pour accéder aux différentes formations. La même procédure a été maintenue pour les bacheliers avec mention excellent, ainsi que l'annulation de la condition relative à la circonscription géographique.

R.N

KAMAL NASRI (MINISTRE DE L'HABITAT)

Près de 181 000 logements livrés en 10 mois

Au total, 180 948 logements ont été livrés au cours de la période allant du début 2020 au 1er novembre en cours, a indiqué jeudi à Alger le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamal Nasri. Lors d'une séance d'audition par la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre du débat du projet de loi de finances (PLF) 2021, M. Nasri a expliqué que

la plupart de ces logements étaient distribués lors des occasions nationales, notamment la fête de l'indépendance (5 juillet), la journée du moudjahid (20 août) et le 1er novembre qui a vu la livraison de logements et l'octroi d'aides dans différentes formules ayant concerné plus de 71 unités. Selon les statistiques présentées par le ministre, 507 établissements éducatifs ont été réalisés au cours des dix premiers

mois de 2020, dont 322 groupements scolaires, 110 collèges et 76 lycées, outre 951 structures parascolaires, et 406 structures en cours de réalisation. Durant la même période, 31 800 places pédagogiques et 15 000 lits ont été réalisés au profit du secteur de l'enseignement supérieur, a ajouté M. Nasri. En outre, 40 structures publiques relevant de différents secteurs ont été réceptionnées par les institutions

décentralisées du ministère, dont l'hôpital de cancérologie de Béchar. Par ailleurs, l'année 2020 a vu la poursuite du parachèvement de la réalisation des nouvelles villes, notamment les villes de Sidi Abdellah et Bouinane, ainsi que la réhabilitation des villes, en entreprenant les travaux de restauration des anciennes bâtisses et l'amélioration urbaine, selon le ministre.

R.N

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN ALGÉRIE

# Le gouvernement sur la corde raide

Avec l'envolée des cas de contaminations au coronavirus, les autorités publiques s'apprentent à décider des mesures plus strictes, même si, pour le moment, la démarche reste sur des mesures graduelles.



Le gouvernement fait tout pour éviter un re-confinement généralisé. Cela n'interviendrait que comme un dernier recours. Les moyens dont dispose l'Etat ne seront pas en mesure d'assurer une prise en charge convenable de toute la société en cas d'un arrêt brusque de l'économie. Déjà, le premier confinement, conjugué à la chute des prix du pétrole ont donné un coup sévère au PIB. C'est, du moins, ce qui ressort de la réunion d'évaluation de la situation épidémiologique présidée jeudi par le Premier ministre. Au cours de cette réunion, une évolution inquiétante a été enregistrée dans la situation épidémiologique dans le pays, qui a

connu une augmentation significative du nombre de cas quotidiens d'infection, une augmentation du taux d'infection dans certaines wilayas. Le Premier ministre a décidé de mettre en place un plan d'action d'urgence immédiat, avec des mesures précises et graduelles afin de contenir la propagation de l'épidémie tout en assurant toutes les conditions humaines et logistiques pour garantir les meilleurs soins possibles aux patients, selon la même source. Ce plan d'action s'articulera autour de 03 axes, à savoir : renforcer les mesures de prévention dans leurs aspects santé et sécurité ; développer une stratégie de communication plus efficace et une plus grande

sensibilisation des citoyens ; l'application stricte de mesures juridiques coercitives. L'accent a été mis sur la nécessité de doter les structures hospitalières de tous les moyens en termes d'équipements et de tests de détection du Coronavirus (PCR), de tests antigéniques, de moyens de protection, d'oxygène et de lits supplémentaires, et sur la nécessité de remobiliser les établissements de santé afin de concentrer leurs activités, ainsi que toutes les capacités pour prendre en charge de manière prioritaire les patients infectés par le coronavirus (Covid-19), précise le même communiqué.

Aziz T.

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LA SANTÉ)

## La baisse de vigilance pointée du doigt

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a imputée, jeudi lors d'une conférence de presse, la recrudescence des contaminations en Algérie par "une baisse de la vigilance et au non-respect des règles essentielles mises en place par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus", rappelant l'impératif du port du masque, qui reste, selon lui, le meilleur moyen de prévention, sans négliger, bien évidemment, les autres mesures dont la distanciation physique, le lavage régulier des mains au savon et l'utilisation du gel hydro-alcoolique. Pour le ministre, cette situation s'explique aussi par le retour de la vie à la normale notamment avec la reprise des différentes activités commerciales, les études et les salles de prière, avant de

mettre en garde contre "l'aggravation de la situation si la société ne respecte pas les mesures préventives, ce qui incitera les pouvoirs publics à prendre des mesures plus strictes dans les prochains jours, à l'instar de certains pays développés qui font face à une nouvelle vague de ce virus. Le ministre de la Santé a rappelé, dans ce sens, que les pays dont les citoyens ont respecté le port du masque avaient enregistré zéro cas ce qui reflète l'importance de ce moyen "disponible et pas cher". Par ailleurs, le premier responsable du secteur a indiqué que "l'Algérie a su contenir la situation sans dysfonctionnement aucun en termes de gestion", déclarant "nous allons collaborer avec les autres secteurs pour faire face à une deuxième vague, plus féroce et virulente que la première". De même qu'il a annoncé que son département allait organiser

des visites sur le terrain et des réunions avec les représentants du secteur, directions et hôpitaux, en vue de limiter la propagation du virus, ajoutant que le ministère, appuyé par le comité scientifique et les moyens d'information, présente tous les faits concernant le virus aux citoyens. Pr. Benbouzid, qui a rassuré les citoyens quant à "la disponibilité des équipements d'oxygène", a mis en avant le rôle des walis qui accordent, au besoin, des aides financières au secteur et les corps y relevant.

**LE VACCIN QUEL QUE SOIT LE PRIX**

Benbouzid a déclaré, que l'Etat est déterminé à acquérir le vaccin contre la Covid-19 pour protéger les citoyens, quel que soit "son prix". Lors d'une conférence de presse ani-

mée avec des cadres du ministère sur la situation épidémiologique de la propagation du nouveau coronavirus, le ministre a précisé que "l'Algérie a intégré le groupe Covax, qui compte 170 pays, pour garantir une protection à travers l'utilisation du vaccin que recherchent actuellement quelque 200 laboratoires à travers le monde, dont 8 à 10 laboratoires sont à des stades avancés dans leurs tests cliniques". "Dès sa commercialisation, l'Algérie acquerra le vaccin pour protéger ses citoyens, quel que soit son prix", a-t-il souligné. Dans ce cadre, M. Benbouzid a rappelé que l'Algérie a "intégré le groupe de l'Unicef qui s'emploie à acquérir 500 millions de vaccins à prix réduit", précisant que "l'organisation est parvenue à réduire le prix de 40 dollars à 2 dollars seulement".

Synthèse : Abir N.

ALGER CENTRE

## Le maire prend d'autres mesures restrictives

La mairie d'Alger centre a pris de nouvelles mesures préventives pour la lutte contre la propagation du Coronavirus, en décidant notamment la fermeture de trois jardins publics et les terrasses des cafétérias et restaurants et cela dès hier. Cette décision est prise suite à la réunion de la commission sécuritaire chargée de la lutte contre la propagation de la Covid-19 de la wilaya d'Alger, précise un communiqué de l'APC d'Alger centre. Les jardins concernés par la fermeture sont ceux de Beyrouth, de la Liberté, et de l'Horloge florale. Par ailleurs, il a été décidé de fermer tous les espaces et les lieux publics exploités par les cafétérias et les vendeurs de thé. En outre, l'utilisation des tables et des chaises dans les cafétérias, restaurants et fast-Foods est interdite, ajoute encore le communiqué qui signale que ceux qui dépassent ces mesures seront sanctionnés selon ce qui est dicté dans la réglementation de la lutte contre le coronavirus.

R.N

KAMEL BELDJOU (MINISTRE DE L'INTÉRIEUR)

## Les walis appelés à prendre des mesures "urgentes et plus rigoureuses"

Lors d'une réunion, par visioconférence, avec les walis consacrée à l'examen de la situation sanitaire relative à la pandémie de Covid-19, le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud a plaidé pour "des mesures urgentes et plus rigoureuses en vue de juguler la propagation de la pandémie et préserver la santé publique". Insistant sur l'impératif "respect des gestes barrières, la désinfection des différentes institutions et instances, notamment celles accueillant le public et le respect de la distanciation et du port du masque, outre la prise de mesures coercitives contre les contrevenants", le ministre a appelé à "la mobilisation de tous les moyens matériels et humains et la réunion des meilleures conditions de prise en charge au niveau des structures sanitaires, outre la garantie de

l'approvisionnement en différents produits nécessaires et la lutte contre toute forme de spéculation". Lors de la même réunion, tenue hier mercredi, "la situation générale liée à cette pandémie a été exposée et examinée, notamment avec la tendance ascendante enregistrée dernièrement en raison du non-respect des gestes barrières et des protocoles sanitaires, parallèlement à la reprise de plusieurs activités économiques, sociales et éducatives". Cette réunion s'inscrit en droite ligne "d'une approche proactive, adoptée par les autorités publiques pour faire face au Covid-19, visant à maîtriser la situation épidémiologique et éviter l'aggravation des repercussions sanitaires et économiques, comme dans plusieurs pays du monde".

APS

## Brèves

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

### 631 nouveaux cas, 266 guérisons et 13 décès

Six cent trente et un (631) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 266 guérisons et 13 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 60 800, celui des décès à 2 024 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 41 510, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. Par ailleurs, 50 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

R.N

FRONT DES FORCES SOCIALISTES (FFS)

### L'Algérie a besoin d'une solution politique "démocratique et consensuelle"

L'Algérie a besoin d'une solution politique "démocratique et consensuelle" qui devra déboucher sur "un pacte politique national regroupant l'ensemble des forces vives de la Nation", a indiqué hier, à Alger, le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche. Il a ajouté, lors d'une conférence de presse tenue au siège de la fédération du parti d'Alger, que "la raison exige l'ouverture, sans tarder, d'une dynamique politique pour transformer le +Hirak+ du 22 février 2019 en projet politique" devant permettre "la construction d'un processus politique qui préserve l'unité nationale et consacre la souveraineté populaire". M. Aouchiche a indiqué que le FFS avait exprimé sa "disponibilité à s'engager aux côtés des forces nationales et patriotiques" pour "une issue politique qui réhabilite l'Etat national et consacre la démocratie". Il a estimé, à ce propos, que « seul un véritable dialogue inclusif avec l'ensemble des forces et personnalités politiques, dans un climat apaisé, d'ouverture politique et médiatique, est à même de permettre au pays de sortir de cette situation. »

R.N

FRANCE-ALGÉRIE

### Le ministre de l'Intérieur français à Alger aujourd'hui

Le ministre de l'Intérieur français, Gérard Darmanin effectuera une visite de travail de deux jours en Algérie à compter d'aujourd'hui, a indiqué le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire jeudi, dans un communiqué. "Dans le cadre des relations de coopération bilatérale, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud recevra son homologue français, Gérard Darmanin qui effectuera une visite de travail en Algérie les 7 et 8 novembre 2020", précise la même source. Cette visite constituera "une occasion pour échanger les vues au sujet de la coopération entre les secteurs de l'Intérieur des deux pays et examiner les voies de renforcement de la coordination dans nombre de domaines d'intérêt commun", a conclu le communiqué.

APS

ILLIZI/ANSEJ

## 707 dossiers déposés pour l'exploitation artisanale de l'or

Au moins 707 dossiers de création de micro-entreprises d'exploitation artisanale de l'or ont été déposés dans la wilaya d'Illizi, dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), a-t-on appris jeudi auprès de cet organisme. Les services de l'ANSEJ ont réceptionné ces dossiers en l'espace d'un mois, de la part de jeunes de la région désireux de se lancer dans ce type d'activités par le biais de micro-entreprises, a indiqué le directeur de l'antenne d'Illizi de cet organisme d'aide à l'emploi, Ryad Ramdani. L'engouement pour ce créneau d'exploitation minière a été relevé après les journées de sensibilisation organisées par l'ANSEJ à Illizi, Djanet et Bordj El-Haouès, en coordination avec divers partenaires, à l'instar de l'Agence nationale de l'activité minière (ANAM) et les secteurs des Mines et de la Formation et l'enseignement professionnels, a-t-il ajouté. Les journées de sensibilisation ont permis d'explicitier les conditions d'exercice de cette activité, les modalités d'obtention des autorisations réglementaires, et les modes de financement préconisés en direction des jeunes pour la création de coopératives et de micro-entreprises actives dans ce segment, a précisé le même responsable.

L'autorisation réglementaire d'exercice de cette activité minière est accordée par l'ANAM, via le dispositif de l'ANSEJ, aux jeunes après une formation intensive, théorique et pratique, d'au moins un mois, sur la nature et les spécificités économiques et environnementales de cette activité, ainsi que sur le cadre juridique la régissant, a fait savoir, de son côté, le chargé du dossier du projet d'exploitation artisanale de l'or au niveau de l'antenne locale de l'ANSEJ, Yazid Sahraoui. Quarante-cinq (45) sites ont été identifiés dans quatre (4) zones d'exploitation artisanale de l'or dans la wilaya d'Illizi, pour être mis à la disposition des micro-entreprises appelées à activer dans ce domaine minier. L'exploitation artisanale de l'or est contenue dans le programme du Gouvernement en vue de réhabiliter l'activité aurifère artisanale dans le Sud (wilayas d'Illizi et Tamansasset), via de nouveaux mécanismes légaux et réglementaires en faveur des jeunes, dans le cadre d'une vision de l'Etat visant la diversification des ressources de l'Economie nationale et la promotion de l'emploi à travers des facilitations accordées aux jeunes pour se lancer dans ce créneau. Le ministre des Mines, Mohamed Arkab, avait annoncé, fin septembre dernier depuis Djanet (Illizi), le lancement effectif de cette activité minière artisanale.

APS

## AFFAIRES LIÉES AUX CRIMES D'ENLÈVEMENT

# Vers un protocole fixant les normes des couvertures médiatiques

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) s'attelle à élaborer un protocole d'action avec les médias audiovisuels pour définir les normes des couvertures médiatiques des affaires d'enlèvement, a annoncé, jeudi à Alger, un responsable de l'ARAV.



Le représentant de l'ARAV à la réunion de la commission des Affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN, consacrée au débat du projet de loi sur la protection contre les crimes d'enlèvement, M. Ammar Bendjada a affirmé que l'instance était en phase de préparer un protocole d'action avec les médias audiovisuels pour "définir les normes et procédures à suivre dans la couverture médiatique des affaires d'enlèvement". Le protocole insiste sur le rôle du procureur de la République à fournir aux journalistes les informations liées aux affaires d'enlèvement, à travers la tenue de conférences de presse, ce dernier étant "le seul habilité à fournir des informations sur les affaires d'enlèvement", ce qui permettra "d'éviter toute entrave au déroulement de l'enquête ou des investigations", ajoute l'intervenant. L'intervenant a préconisé de "réguler" l'utilisation de photographies lors de

la couverture médiatique des crimes d'enlèvement, soulignant l'impératif de "placer la sécurité de la victime d'enlèvement au-dessus de tout autre considération et intérêt". Il a également insisté sur l'importance d'assurer aux journalistes une "formation spécialisée" en matière de couverture médiatique des affaires d'enlèvement. Cependant, M. Bendjada a reconnu "la difficulté de contrôler les informations liées aux crimes d'enlèvement relayées via les réseaux sociaux, ce qui a amené l'Autorité à travailler en coordination avec le ministère de la Communication afin de lui permettre (ARAV) d'élargir ses prérogatives en matière de contrôle, une démarche qu'il a qualifiée de "grand défi exigeant la conjugaison de tous les efforts pour le relever". Lors de cette réunion présidée par Abdelhamid Si Afif, les membres de la commission ont été unanimes à souligner le rôle "clé" des médias dans la prévention

contre les crimes d'enlèvement, reconnaissant, néanmoins, qu'il s'agit d'une "arme à double tranchant". "La communauté médiatique est également appelée à s'acquitter de son rôle selon des critères bien définis", a-t-il soutenu. Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati, avait affirmé, mardi, lors de la présentation du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre les crimes d'enlèvement d'enfants devant la commission des Affaires juridiques de l'APN, que ledit texte prévoyait des peines durcies allant de la perpétuité à la peine capitale. M. Zeghmati a fait avoir que le projet de loi stipule que l'Etat se charge de la mise en place d'une stratégie nationale de prévention contre le crime d'enlèvement et de stratégies locales formulées et mises en œuvres par les organismes publics avec la participation de la société civile.

APS

## PROCÈS EN APPEL DE L'HOMME D'AFFAIRES TAHKOUT

# Le principal accusé auditionné

Le procès en appel de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, jugé avec des membres de sa famille pour corruption, s'est poursuivi jeudi au niveau de la chambre pénale de la Cour d'Alger par l'audition du principal accusé. Auditionné par visioconférence à partir de la prison de Babar (Khenchela), le principal accusé a nié toutes les accusations retenues contre lui, considérant que la transaction conclue entre sa société et l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) était "légitime et faite suivant un appel d'offres", ajoutant que "c'est également le cas avec l'Entreprise des transports d'Oran (ETO) et qui n'a jusqu'à présent pas versé les sommes dues au titre de cette transaction". Il a déclaré n'avoir pas joui de privilèges ou d'un traitement de faveur mais qu'il répondait aux conditions de ces transactions pour les-

quelles concourraient plusieurs autres opérateurs du secteur des transports. D'ailleurs la société de transport des étudiants + Talaba transport+ "travaille actuellement dans plus de 10 wilayas", a-t-il dit. De même qu'il a nié avoir "exercé des pressions sur les cadres de l'Office des œuvres universitaires pour l'obtention de marchés ou de privilèges", indiquant que ses relations avec le ministère de l'Enseignement supérieur (transport des étudiants) remontaient à 1995. Aussi, a-t-il assuré que les cahiers des charges relatifs aux appels d'offres pour le transport universitaire, adoptés ces dernières années, sont identiques à ceux adoptés en 2020. Il a déclaré que s'il avait joui de privilèges, il n'aurait pas été en justice l'ONOU pour recouvrer les sommes dues. Concernant l'affaire de montage des véhicules, l'accusé a souligné qu'il "pratiquait cette activité

de manière légitime suivant un cahier des charges élaboré par le ministère de l'Industrie", précisant que la commission interministérielle dépeçée par l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal à son usine "n'a relevé aucun dépassement". Il a indiqué avoir monté son usine de Tiaret de montage de véhicules par "ses propres moyens". Tahkout a affirmé qu'"il ne détenait pas de biens immobiliers ou d'usines à l'étranger". Mercredi, les proches de Mahieddine Tahkout ainsi que plusieurs anciens responsables, dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, ont été auditionnés. Le procès s'est poursuivi jeudi après-midi par l'audition d'autres accusés. Le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné le principal accusé à une peine de 16 ans de pri-

son ferme et une amende de 8.000.000 DA. Rachid, Hamid et Billal Tahkout ont été, eux, condamnés à 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8.000.000 DA, tandis que Nacer Tahkout a écopé de 3 ans de prison et 8.000.000 DA d'amende. Le tribunal a également ordonné le gel de tous les comptes bancaires des sociétés de Tahkout, la confiscation des matériels et l'exclusion des marchés publics pendant 5 ans. Dans la même affaire, le tribunal avait condamné les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal à une peine de 10 ans de prison ferme et 500.000 DA d'amende chacun, alors que l'ancien ministre de l'Industrie, Abdeslam Bouchouareb, en état de fuite, écope d'une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 2 000 000 DA.

R.N

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

# La 22ème réunion ministérielle le 12 novembre prochain

La 22ème réunion ministérielle du forum des pays exportateurs de gaz, qui se réunira le 12 novembre prochain, se penchera notamment sur l'examen de la situation du marché international du gaz, a indiqué jeudi un communiqué du ministère.



Cette importante réunion, qui se tiendra par visioconférence, regroupera, outre les pays membres et observateurs du Forum, des pays invités et des représentants d'organisations internationales énergétiques telles que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Forum international de l'Énergie (IEF), a précisé la même source. Les ministres membres du Forum devront se pencher notamment sur l'examen de la situation du marché international du gaz et ses perspectives à court, moyen et à long terme ainsi que sur la mise en œuvre de l'Institut de recherche du gaz du GECF (GRI), dont le siège est à Alger, a ajouté le communiqué. Cette 22e réunion ministérielle interviendra dans un contexte international "très difficile, caractérisé par les effets du Covid-19 sur la demande mondiale du gaz et les prix qui ont connu des baisses inédites", a relevé également le ministère de l'Énergie. Ainsi, l'Algérie, qui assure cette année la présidence de la réunion ministérielle, s'attend à une participation active afin d'atteindre les objectifs du Forum et

de s'adapter aux nouveaux défis de la conjoncture gazière. Cette réunion sera précédée le 11 novembre par des tables rondes ministérielles sur l'impact du Covid-19 sur le marché du gaz à court et moyen terme, ainsi que sur le rôle important du gaz pour la transition énergétique et les perspectives associées à l'horizon 2050. S'agissant de la création de l'Institut de recherche du gaz (GRI) en Algérie, décidée par la 19ème réunion ministérielle tenue en octobre 2017, à Moscou, le ministère de l'Énergie a fait savoir que cet établissement a pour objectif d'être un institut de recherche de classe mondiale dans le domaine du gaz naturel, et de renforcer la coopération entre les pays membres du GECF dans les domaines de la technologie, de l'innovation, de la formation et de l'échange d'expertises. Pour rappel, le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8ème session du Forum informel de ces pays, tenue à Moscou en décembre 2008. Il est composé de 11 pays membres et 9 pays observateurs, qui détiennent, ensemble,

trois quarts des réserves gazières de la planète et contribuent à plus de deux tiers des échanges de gaz (gazoduc et GNL). Il s'agit de l'Algérie, la Bolivie, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, la Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago et le Venezuela, alors que l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, le Kazakhstan, la Malaisie, la Norvège, Oman, le Pérou et les Emirats Arabes Unis ont le statut de membres observateurs. L'organisation a pour objectif stratégique de soutenir les droits souverains des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel et leur capacité à planifier et à gérer, de façon autonome, le développement, l'utilisation et la conservation des ressources en gaz naturel, de façon durable, efficace et respectueuse de l'environnement, au bénéfice de leurs peuples. Il œuvre, également, à favoriser le dialogue entre les producteurs de gaz et les pays consommateurs afin d'assurer la stabilité et la transparence du marché gazier et un prix équitable pour les intervenants sur ce marché.

R.E

## Brèves

### TUNISIE

#### Le PIB sera négatif pour la première fois depuis 1962

Le Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), Marouan Abassi, a affirmé, jeudi, que le produit intérieur brut (PIB) de la Tunisie sera négatif pour la première fois depuis 1962 et que l'actuelle période est considérée exceptionnelle à tous les niveaux. Le responsable tunisien a ajouté, lors d'une séance plénière tenue, jeudi, que la croissance de l'économie nationale en 2020, selon les prévisions, devrait être négative de l'ordre de -7,2, "si ce chiffre se réalise, il sera "un excellent chiffre", a-t-il dit... Il a, en outre, souligné que la situation économique difficile de la Tunisie pré Covid-19 s'est aggravée après la crise sanitaire et que les indicateurs actuels de l'économie comportent des chiffres positifs et négatifs. Le Gouverneur de la BCT a fait observer que le taux d'inflation est en baisse, espérant que d'ici la fin de l'année 2020, il atteindra les 5,7%, bien qu'il soit élevé. Il reste positif. Et de préciser que le prix du pétrole sur le marché international a permis à la Tunisie d'économiser environ 3 milliards de dinars et que les recettes des travailleurs tunisiens à l'étranger se sont stabilisées, au cours des 9 premiers mois 2020, pour se situer à 4.604 millions de dinars, ce qui témoigne de leur solidarité avec leurs familles en Tunisie. En revanche, le Gouverneur de la BCT a mis en garde contre la hausse du taux de chômage, au cours de la prochaine période, compte tenu des difficultés rencontrées par plusieurs institutions. Au sujet du dossier de l'endettement, il a souligné que la Tunisie enregistre une accumulation de dettes, orientées vers le paiement des dettes antérieures et non l'investissement, notant que le taux d'endettement pourrait dépasser 90%, au cours de la période à venir. Par ailleurs, il a indiqué que la BCT œuvrera à réduire le taux d'intérêt si on constate à nouveau une baisse du taux d'inflation en Tunisie, comme elle l'a déjà fait précédemment. Il a conclu que l'inflation est un problème pour tous les citoyens, ce qui nécessite la coopération des Tunisiens en limitant les circuits parallèles et en rationalisant les opérations de financement.

R.E

### ZONE EURO

#### La profonde récession économique confirmée

Une économie en profonde récession, un rebond moins fort que prévu et des dettes qui s'envolent : l'épidémie de coronavirus s'avère désastreuse pour la zone euro, selon un bilan établi jeudi par la Commission européenne qui n'entrevoit pas de retour rapide à la normale. Dans ses dernières prévisions économiques, l'exécutif européen anticipe une chute de 7,8% du produit intérieur brut (PIB) de la zone en 2020. Cette récession est un peu moins grave que les -8,7% anticipés cet été, mais le rebond espéré l'an prochain (+4,2%) devrait aussi être beaucoup moins fort que le chiffre de 6,1% initialement prévu.

En cause : la "seconde vague de la pandémie" de coronavirus, qui "anéantit nos espoirs d'un rebond rapide", a expliqué Valdis Dombrovskis, le vice-président de la Commission. La Commission européenne anticipe pour l'instant que l'économie "reviendra à peine au niveau pré-pandémique en 2022". Mais elle souligne que le "degré élevé d'incertitude" qui pèse encore sur l'économie fait courir "des risques de détérioration" de ses perspectives et elle penche plutôt pour un retour à la normale en 2023. Parmi ces incertitudes, l'état des futures relations commerciales de l'UE avec le Royaume-Uni, au moment où Londres et Bruxelles peinent à négocier un accord qui entrerait en vigueur l'an prochain. Cela "pèse clairement" sur les perspectives économiques de l'UE, a estimé Valdis Dombrovskis. Dans ses prévisions, la Commission part d'ailleurs du principe que les négociateurs ne parviendront pas à s'entendre sur un traité de libre-échange. Si l'ensemble des 19 pays de la zone euro entrent en récession cette année, trois souffrent particulièrement : l'Espagne (-12,4%), l'Italie (-9,9%) et la France (-9,4%). L'Allemagne, premier économie de la région, parvient à limiter l'ampleur de la chute, avec un PIB en recul de 5,6% en 2020. Ces difficultés économiques ont conduit les Etats membres à dépenser sans compter dans l'espoir de relancer leurs économies, ce qui a un impact sur les déficits publics, qui devraient largement se creuser, au-delà même de 10% en 2020 pour la France, l'Italie, l'Espagne et la Belgique. Conséquence évidente, la dette des Etats membres devrait s'envoler en 2020 : elle dépassera 100% du PIB dans l'ensemble de la zone euro. Les niveaux seront particulièrement élevés en Grèce (207,1% en 2020) et en Italie (159,6%). La dette française devrait, quant à elle, atteindre 115,9% du PIB en 2020 et continuer à progresser en 2021 et 2022.

R.E

## FINANCE ISLAMIQUE

### Le CPA lance une deuxième agence à Alger

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a lancé jeudi la commercialisation de cinq (5) produits de la finance islamique au niveau de sa nouvelle agence "125" de Kouba à Alger, destinés aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises, notamment les PME, a indiqué le P-dg de la Banque publique, Mohamed Dahmani. Lors de son allocution en marge de l'inauguration du guichet dédié aux produits de la finance islamique au niveau de l'agence, M. Dahmani a fait savoir que ces cinq nouveaux produits, développés depuis plus de trois ans, seront prochainement complétés par quatre autres produits permettant à terme au CPA de proposer neuf produits de la finance islamique à ses clients. "Dans une première étape, ce seront sept agences qui commercialiseront les produits islamiques", a-t-il fait savoir, précisant que celles-ci sont l'agence 174 du Val d'Hydra et 125 de Kouba (wilaya d'Alger) suivies prochainement de celles de Ghardaïa, Oran, Sétif, Tiaret et Ksar El Boukharî (W. de

Médeä). Cette gamme de produits et services sont conformes aux préceptes de la charia islamique après avoir été certifiés par le Comité Charia'a de la banque. Le CPA a également obtenu les certificats de conformité du Haut Conseil Islamique (HCA) ainsi que l'agrément de la Banque d'Algérie. La commercialisation se fera progressivement à travers l'ensemble du réseau national bancaire CPA. Il inclura des produits de dépôts et de financement comme le compte courant islamique, le compte chèque islamique, le compte épargne islamique, le compte d'investissement islamique, l'offre Mourabaha Aqar/Sayara/Tadjhiz, ainsi que l'offre Ijara immobilier et équipements. Pour commercialiser ces nouveaux produits financiers, le CPA crée au niveau de chaque agence un guichet dédié. De plus, la banque publique forme des équipes pluridisciplinaires de cadres commerciaux pour la commercialisation progressive des produits de la finance islamique.

#### GRANDE MOSQUÉE D'ALGER : INSTALLATION PROCHAINE D'UNE AGENCE DU CPA DÉDIÉE À LA FINANCE ISLAMIQUE

Par ailleurs, M. Dahmani a annoncé l'installation prochaine d'une agence CPA au niveau de la Grande Mosquée d'Alger, sans préciser d'échéance. "Nous allons ouvrir une importante agence spécialisée uniquement en produits de la finance islamique", a-t-il indiqué. De plus, le premier responsable du CPA a fait part de l'installation en cours de 5 000 terminaux de paiements électroniques afin de parvenir à 10 000 TPE, soulignant qu'un programme a été lancé pour accélérer leur activation. "D'ici le début de la semaine prochaine, nous allons développer un livret d'épargne électronique à puce magnétique. C'est un livret d'épargne offrant plus de traçabilité, de sécurité et de maniabilité", a ajouté M. Dahmani. De plus, dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance au sein du CPA, le P-dg de la

banque procède au déploiement de l'intranet notamment à travers la distribution de 2 000 nouveaux postes d'ordinateur. "Nous développons également de nouveaux équipements : les guichets automatiques de billets (GAB) à la place des distributeurs automatiques de billets. Les GAB permettront à terme aux clients de bénéficier de plusieurs services sans se rendre à l'intérieur des locaux du CPA, notamment, la demande de chèque, la demande de carte bancaire et l'opposition sur sa carte bancaire", a énuméré M. Dahmani précisant que le CPA a déjà acquis 140 GAB. En outre, dans le cadre de l'extension des capacités de la banque, le réseau du CPA va passer de 150 agences au 31 décembre 2019 à 160 agences d'ici la fin de l'année, selon le P-dg de l'établissement public. Tablant sur près de dix emplois créés au niveau de chaque nouvelle agence, le même responsable a indiqué que le CPA générera près de 100 emplois à travers ces nouvelles agences.

APS





SAIDA (FORMATION PROFESSIONNELLE)

## Entrée en service de la maison d'accompagnement et d'intégration

**L**a maison d'accompagnement et d'intégration de la wilaya de Saida est entrée en service courant de cette semaine à Saida, a-t-on indiqué jeudi à la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels en charge de cette structure.

Cette nouvelle structure, créée sur décision du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels regroupe des représentants de divers dispositifs d'emploi, à l'instar des antennes de wilaya de l'Agence nationale de soutien à l'emploi

des jeunes (ANSEJ), de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) et de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM).

Cette instance œuvre à orienter les diplômés des établissements de formation, à les aider à créer des micro-entreprises ou à les intégrer dans le monde de l'emploi, a-t-on précisé.

La maison d'accompagnement et d'intégration est un espace pour les stagiaires diplômés des instituts, des CFPA et les re-

présentants de dispositifs d'emploi pour échanger les idées, réfléchir sur les modalités de création des micro-entreprises et leur exploitation et informer sur les opportunités d'emploi et de formation, a-t-on souligné.

Cette structure oeuvre aussi, à travers son action de sensibilisation, à ancrer la culture d'entreprise chez les formés et les diplômés des établissements de formation porteurs de projets et à doter les bureaux d'accueil et d'orientation en données relatives aux besoins du marché de l'emploi.

**ORAN  
(TRI SÉLECTIF  
DES DÉCHETS)  
Vers l'implication  
de jeunes  
entreprises  
privées**

La Direction de l'environnement de la wilaya d'Oran entend impliquer le secteur privé dans le tri sélectif des déchets eu égard à une expérience réussie oeuvre de deux jeunes entreprises locales versées dans ce volet, a affirmé la directrice de cet établissement, Samira Dahou. La Direction de l'environnement avait autorisé, depuis quelques mois, deux jeunes entreprises à poser des bacs de tri sélectif dans différents quartiers de la daïra de Bir El Djir pour la récupération de déchets valorisables et "le succès a été fulgurant", a souligné Mme Dahou. Une des deux entreprises arrive à collecter deux tonnes de PET (plastique transparent) par jour, a fait savoir la même responsable, ajoutant que l'encouragement de jeunes entreprises dans ce créneau sera bénéfique pour tout le monde, tant sur le plan économique qu'écologique. D'une part, ces entreprises créeront de la richesse et de l'emploi et, d'autre part, réduiront le volume des déchets qui vont dans les centres d'enfouissement technique, a-t-elle relevé. Cette expérience est donc appelée à être multipliée pour toucher d'autres quartiers et d'autres communes et la Direction de l'environnement compte aller vers les dispositifs d'emploi (ANSEJ et CNAC) pour encourager les porteurs de projets à choisir ce créneau.

**TLEMCEN  
(CAMPAGNE  
LABOURS-  
SEMAILLES)  
Une superficie  
de 176.500  
hectares ciblée**

La campagne labours-semailles cible, dans la wilaya de Tlemcen, une superficie globale de 176.500 hectares au titre de la saison agricole 2020-2021, a indiqué jeudi la direction des Services agricoles (DSA). 57.800 ha de la surface globale ont été réservés pour la culture de blé dur, 25.480 ha pour le blé tendre, 88.220 ha pour l'orge et 5.000 ha pour l'avoine, a signalé la DSA, notant que 70 ha de la surface globale dédiée à l'orge a été cultivée depuis le début de la campagne au début du mois d'octobre dernier. Pour cette campagne, 17 points de vente publics et privés ont été approvisionnés de 90.000 quintaux de semences, outre la Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de Tlemcen. A ce jour, 50.000 qx de semence ont été vendus, a-t-on fait savoir. Aussi, cinq nouveaux guichets ont été ouverts dans les communes de Tlemcen, Nedroma, Remchi, Maghnia et Ouled Mimoune pour alléger la tension sur le guichet unique de la CCLS de Tlemcen ouvert fin juillet dernier afin que les agriculteurs puissent déposer des dossiers pour obtenir le crédit "Rflig". Pas moins de 288 dossiers ont été déposés pour ce crédit depuis l'ouverture des cinq guichets, dont 267 ont été approuvés totalisant une valeur de plus de 197 millions DA.

**SOUK AHRAS  
Hausse de la récolte  
de liège en 2020**

La récolte de liège dans la wilaya de Souk Ahras a connu une hausse en 2020 pour atteindre 8.100 quintaux contre 7.600 quintaux à la saison précédente, a indiqué jeudi le conservateur des forêts, Mohamed Zine.



La hausse de la récolte de liège terminée fin octobre a été la conséquence du renforcement par la Direction générale des forêts du parc de véhicules anti-incendie de la Conservation des forêts et l'exécution de plusieurs opérations d'ouverture de pistes et de creusement de tranchées contre les feux de forêts", a précisé M. Zine. La production de liège qui a généré 150 emplois saisonniers dans les localités concernées a été obtenue sur 1.200 hectares des

forêts Ouled Bechih et Fedj Magtaa dans la commune d'El Machrouha, selon la même source. Des efforts intenses sont déployés pour revaloriser les forêts de chêne-liège par l'ouverture de pistes et le creusement de tranchées contre les feux de forêts, a affirmé le conservateur des forêts qui a souligné que durant la saison 2019/2020, environ 80.000 plants de chêne-liège ont été mis en terre dans la forêt de Boumezrane dans la commune frontalière d'Ain Zana. La production de liège de Souk

Ahras connue pour sa qualité sera "prochainement" vendue à des opérateurs de Jijel, Bejaia et Skikda qui en assureront l'exportation vers des pays européens dont l'Italie, la France et l'Espagne, a ajouté M. Zine. Les forêts de Souk Ahras occupent 88.932 hectares soit 22 % de la superficie de la wilaya dont 14.331 hectares de peuplements de chêne-liège répartis à travers les forêts de Ouled Bechih, Fedj Magtaa, Oued Leghmem (commune d'El Machrouha), Boumezrane (Ain Zana), Fedj Laamed (Ouled Driss).

**BOUIRA (COVID-19)  
Fermeture préventive de trois écoles**

Trois écoles primaires ont été fermées depuis mercredi à Bechloul et à El Asnam (Est de Bouira), et ce de manière provisoire après la découverte de quelques cas suspects liés à la pandémie de la Covid-19, selon un communiqué du cabinet de la wilaya. "Après la découverte de quelques cas suspects dans les rangs des staffs administratifs de trois écoles primaires. Il a été décidé de fermer de manière provisoire et à titre préventif les trois écoles, une à El Asnam et deux à Bechloul pour permettre aux commissions scientifiques de ces établissements d'effectuer des analyses et une enquête médicale", a précisé le cabinet de la wilaya. A Bechloul, ce sont les deux écoles primaires Mouhoub Hemmouche et Cherarak Slimane, qui ont été fermées provisoirement jusqu'à dimanche en atten-



dant les résultats des tests et des analyses effectuées sur les personnes suspectées de contamination. L'école primaire Haddad Ahmed d'El Asnam, a, elle aussi, été fermée à titre préventif, pour permettre aux brigades sanitaires et aux commissions scientifiques d'effectuer une enquête sur la situation pandémique dans cet établissement.

"Des mesures seront prises, une fois les résultats connus, soit pour le prolongement de la fermeture de ces établissements ou pour leur réouverture", a expliqué le cabinet de la wilaya. Cette annonce a soulevé de vives inquiétudes chez beaucoup de familles et parents d'élèves, dont plusieurs d'entre eux, ont empêché depuis mercredi leurs en-

fants de rejoindre les bancs des classes. Le wali de Bouira, Lekhal Ayat Abdeslam, a mis en garde contre une nouvelle vague de propagation du virus de la Covid-19 après le relâchement enregistré ces dernières semaines au sein des populations de la wilaya, appelant les citoyens à respecter strictement les mesures barrières de prévention. "A l'instar des autres wilayas du pays, Bouira enregistre une hausse inquiétante des cas de la Covid-19", a relevé la même source. Pour tenter de freiner cette nouvelle vague du virus, les autorités de la wilaya ont annoncé, mercredi, le lancement d'une vaste campagne de nettoyage et de désinfection des villes, des établissements scolaires et de leurs alentours notamment à Bechloul, El Asnam, M'Chedallah, Lakhdarria, rappelle-t-on.

NÂAMA

# Ouverture de 11 classes pour enfants aux besoins spécifiques

La Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya de Nâama a ouvert 11 classes dans des établissements éducatifs au profit des enfants aux besoins spécifiques à la faveur de la nouvelle rentrée scolaire 2020-2021, a-t-on appris jeudi auprès de cette structure.



Ces classes spéciales, réparties sur 10 écoles primaires et un CEM, comprennent 73 élèves dont 16 de sexe féminin parmi les enfants aux besoins spécifiques, à savoir des déficients mentaux et autres perturbations légères, à l'exemple des problèmes d'audition, a-t-on indiqué de même source. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la prise en charge et de l'insertion éducative et sociale des enfants aux besoins spécifiques au sein de la société, et en application des conventions communes de

coopération et de coordination entre les directions de l'action sociale et de l'éducation de la wilaya, vise l'intégration scolaire des enfants déficients mentaux et sensoriels, de même que les enfants autistes ayant une légère difficulté pour suivre normalement leur scolarité et ce, grâce à l'ouverture de classes spéciales au niveau des établissements éducatifs et d'enseignement de la wilaya. Le plus grand nombre se trouve au niveau de la commune de Mécheria, avec l'ouverture de trois classes au niveau d'un CEM et deux écoles primaires.

Deux autres classes ont été ouvertes à Ain Sefra, deux autres dans la commune de Asla et une dans chacune de Nâama, Mekmen Ben Ammar, EL Biodh et Ain Benkheilil, a-t-on précisé. La DASS a enregistré, depuis le début de la nouvelle rentrée scolaire 2020-2021, la prise en charge de quelque 214 enfants aux besoins spécifiques parmi les déficients mentaux, les mal-voyants et les autistes, au niveau de trois établissements spécialisés relevant du secteur de l'action sociale et de la solidarité dans la

wilaya qui se trouvent au niveau de Mécheria, (deux établissements) et Ain Sefra (un établissement), a-t-on indiqué de même source. Par ailleurs, la DASS a offert, à titre gracieux, quelque 7.000 trousseaux scolaires dans le cadre du programme de solidarité en direction des catégories démunies au titre de l'actuelle saison scolaire. Ils ont été distribués au profit des nécessiteux, par la commission des affaires sociales et culturelles relevant de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a-t-on fait savoir.

## Brèves

**AIN-BOUCIF (MÉDÉA)**  
**Plusieurs agglomérations urbaines secondaires "bientôt" raccordées en gaz naturel**

Plusieurs agglomérations urbaines secondaires, situées dans la daïra de Ain-Boucif, au sud-est de Médéa, seront raccordées "bientôt" au réseau de distribution de gaz naturel, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ainsi, l'opération de raccordement en gaz naturel de plusieurs foyers, ventilés à travers deux importantes agglomérations urbaines secondaires de la commune de Kef-Lakhdar, en l'occurrence "Derouazia" et "Ouled Salem", "touche à sa fin", selon la même source, précisant que le projet est "en phase d'essai technique". Pas moins de 164 foyers sont ciblés par ce projet qui devrait être opérationnel "avant la fin du mois en cours", a-t-on indiqué, ajoutant qu'une extension de ce réseau de distribution est prévue pour alimenter une quarantaine d'autres foyers. Toujours selon la même source, des travaux de raccordement seront lancés "incessamment" au niveau des agglomérations urbaines de "El-Gharbia", "Bir Ben Rabia" et "En-nadjar", dans la commune de Ain-Boucif, soulignant que le raccordement de ces foyers permettra aux habitants de cette région, réputée pour son climat rude, de passer l'hiver dans de meilleures conditions.

**TIZI-OUZOU (SERVICES AGRICOLES)**  
**20.000 plants d'oliviers et de figuiers offerts aux agriculteurs**

Un total de 20.000 plants d'oliviers et de figuiers seront mis gracieusement à la disposition des agriculteurs de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, jeudi du directeur local des services agricoles, Makhlof Laib. Selon ce même responsable, il s'agit de 10.000 plants d'oliviers et de 10.000 autres de figuiers. Les agriculteurs intéressés par ce programme de plantation accordé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, sont invités à se rapprocher des subdivisions agricoles de leurs localités afin de s'inscrire, a-t-il indiqué. Outre un dossier à fournir, les agriculteurs devront aussi signer un cahier des charges les engageant à concrétiser la plantation, par notamment, la réalisation de potées, l'irrigation des plants, et l'entretien du nouveau verger afin de garantir la viabilité et la rentabilité de cet investissement de l'Etat, a signalé M. Laib. La distribution des plants sera lancée dans "quelques jours", a fait savoir le DSA qui a annoncé par la même occasion la disponibilité de 1.000 plants de grenadiers qui seront cédés en contrepartie d'une petite contribution financière de la part des intéressés qui peuvent se rapprocher des subdivisions agricoles pour s'informer sur ce programme, a-t-il ajouté. Ces plants d'oliviers, de figuiers et de grenadiers seront remis aux différentes subdivisions de la wilaya par l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR) Djurdjura. Et le programme de plantation sera entamé prochainement afin qu'il puisse être mené à terme au plus tard le 20 décembre prochain, a précisé M. Laib.

## LYCÉE SPORTIF NATIONAL DE DRARIA (ALGER) Coup d'envoi de l'année scolaire 2020-2021

La saison sportive scolaire 2020-2021 a été lancée jeudi par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid-Ali Khaldi, à partir du Lycée sportif national (LSN) de Draria à Alger. "Le coup d'envoi de l'année scolaire à partir du Lycée sportif national, véritable vivier de jeunes talents, reflète l'importance de cette infrastructure dans notre système d'éducation et de formation sportive. Les résultats de l'établissement sur les plans scolaire et sportif nous poussent à soutenir davantage nos jeunes champions et les accompagner dans

leurs carrières respectives", a déclaré M. Khaldi dans son allocution d'ouverture. "Je tiens à remercier le personnel pédagogique, administratif et les entraîneurs qui fournissent des efforts quotidiens et veillent au bon fonctionnement du LSN", a-t-il ajouté, souhaitant "la réussite à tous les élèves du lycée lors de cette nouvelle année scolaire". De son côté, la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Souakri, a insisté sur "le strict respect du protocole sanitaire mis en place pour combattre la propagation de la

Covid-19", assurant que sa tutelle "ne lésinera pas sur les moyens pour accompagner les athlètes de l'élite nationale devant représenter l'Algérie". Après une visite de l'établissement, inauguré en 2001, le ministre de la Jeunesse et des Sports ainsi que la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite ont honoré les lauréats de la dernière session du baccalauréat. "Je félicite les bacheliers qui se sont distingués lors de la dernière année scolaire, malgré les difficultés engendrées par la pandémie de coronavirus", a déclaré M. Khaldi.





JEUX OLYMPIQUES-2021

# La doyenne de l'humanité portera la flamme

**L**un des relais de la flamme des Jeux Olympiques de Tokyo-2021, dont le départ sera donné en mars prochain dans la préfecture de Fukushima, sera porté par la doyenne de l'humanité, a rapporté vendredi, le Mainichi Shimbun.

Selon la même source, les organisateurs auraient décidé de confier l'un des relais à la doyenne de l'humanité, Kane Tanaka, une Japonaise âgée de 117 ans.

Elle est inscrite sur la liste des porteurs du flambeau, pour une participation le 11 mai 2021, à l'occasion du passage du relais près de son domicile à Fukuoka. Le quotidien japonais révèle que Kane Tanaka aurait déjà dû tenir la flamme au printemps dernier, à l'occasion du relais initial de la flamme.

Le Mainichi Shimbun a ajouté qu'elle effectuera un relais de 200 m en fauteuil roulant. Pour son petit-fils, âgé de

61 ans, la joie sera immense. "Nous serons heureux si les gens qui la voient tenir la torche en ayant l'air en forme pensent que tout est possible et qu'il y a de l'espoir", a-t-il indiqué.

Il est à rappeler qu'aux Jeux de Rio 2016, la flamme avait été portée par une Brésilienne de 106 ans, connue sous le nom de mamie Iai?, alors considérée comme la plus vieille relayeuse du flambeau olympique de l'histoire.

Brèves

AUTO (ARABIE SAOUDITE)

Le premier Grand Prix de F1 de l'histoire aura lieu en 2021

Le premier Grand Prix de F1 d'Arabie saoudite de l'histoire aura lieu en nocturne en 2021 dans la ville côtière de Jeddah, a annoncé jeudi le ministre des Sports, le prince Abdel Aziz ben Turki al-Fayçal. "J'ai le plaisir d'annoncer officiellement que Jeddah accueillera l'une des courses de F1", a déclaré le ministre lors d'une cérémonie sur la corniche de la ville de l'ouest de l'Arabie saoudite située sur la mer Rouge. Le Grand Prix d'Arabie saoudite figure parmi les courses prévues au calendrier 2021 de F1, dont le calendrier définitif et complet sera dévoilé ultérieurement. Vingt-deux courses auraient dû être organisées en 2020 mais le calendrier a été réduit à 17 manches à cause de la pandémie de Covid-19. Si ce sera une première pour l'Arabie saoudite, des GP ont en revanche déjà été organisés depuis plusieurs années dans certains de ses voisins du Golfe, comme Abu Dhabi et Bahreïn. L'Arabie saoudite a multiplié les grands événements sportifs ces dernières années, avec la volonté de développer le secteur du divertissement et d'améliorer son image, ternie par les critiques sur les violations des droits humains dans le royaume ultraconservateur. L'Arabie saoudite a été l'hôte de plusieurs compétitions de haut niveau dont le rallye Dakar-2020 en janvier ou encore sa première Saudi Cup, la course hippique la plus richement dotée du monde.

CYCLISME

Le Britannique Stannard arrête sa carrière à cause d'une polyarthrite

Une polyarthrite rhumatoïde contraint le cycliste britannique Ian Stannard à arrêter sa carrière à l'âge de 33 ans, a annoncé jeudi l'équipe Ineos. Stannard, qui court dans cette formation depuis sa création en 2010 sous le nom de Sky, a gagné à deux reprises le Het Nieuwsblad (2014 et 2015) et a pris la troisième place de Paris-Roubaix en 2016. "Ian a reçu un diagnostic de polyarthrite rhumatoïde il y a 12 mois. Cela lui a causé une grave inflammation des articulations et il a eu des douleurs aux poignets, aux genoux et aux chevilles. Nous avons essayé différents traitements, mais finalement Ian a pris la meilleure décision pour sa santé à long terme", a estimé le médecin de l'équipe, le Dr Richard Usher. "J'ai espéré pouvoir gérer le problème durant le confinement mais, dès que j'ai repris la compétition, j'ai su que mon corps n'était plus capable d'être performant", a précisé le coureur britannique, cité par son équipe. "Ma victoire préférée est sans aucun doute mon deuxième succès au Nieuwsblad", a ajouté Stannard. Je m'étais brisé le dos l'année précédente et le processus de récupération a été le plus dur que j'ai enduré durant ma carrière. Après, battre trois coureurs de Quick-Step en Belgique... on ne peut trouver mieux". Stannard était l'un des quatre coureurs de l'effectif actuel de l'équipe Ineos à être présent dans le groupe en 2010. Avec les Britanniques Chris Froome, Geraint Thomas et Ben Swift, lequel a quitté durant deux ans cette formation avant d'y revenir l'an passé.

EQUIPE D'ANGLETERRE DE FOOTBALL

Foden rappelé, Greenwood toujours écarté

Le milieu de terrain de Manchester City Phil Foden a été rappelé jeudi en équipe d'Angleterre en vue des prochains matches, contrairement à l'attaquant de Manchester United Mason Greenwood, toujours écarté de la sélection, après avoir enfreint les mesures anti-Covid début septembre.

Foden et Greenwood avaient été exclus de la sélection anglaise après avoir reçu la visite de deux Islandais dans l'hôtel de l'équipe, à l'issue d'un match de Ligue des Nations à Reykjavik début septembre, remporté 1-0, alors qu'ils faisaient leurs débuts internationaux. En guise de punition, le sélectionneur de l'équipe d'Angleterre Gareth Southgate avait renvoyé de la sélection les deux jeunes joueurs à l'occasion des matches d'octobre et avait qualifié leur comportement, en pleine pandémie de Covid-19, d'"inacceptable". Phil Foden, 20 ans, a depuis brillé avec Manchester City, marquant trois buts en six matches, lui valant d'être rappelé en équipe nationale, avant le match amical contre l'Irlande jeudi prochain et les matches de Ligue des Nations contre la Belgique (15 novembre) et l'Islande (18 novembre). Le Red Devil Mason Green, 19 ans, manque en revanche à l'ap-



pel, malgré l'absence de l'attaquant de Southampton Danny Ings, blessé, et devra attendre avant de revêtir à nouveau les couleurs des Three lions. Outre Phil Foden, Raheem Sterling fait son retour dans le groupe, après avoir manqué le

rassemblement d'octobre en raison d'une blessure aux ischio-jambiers. Fait aussi partie de la liste des 29 joueurs dévoilée par Gareth Southgate Jordan Pickford, auteur pourtant de performances irrégulières dans les cages d'Everton,

tout comme le défenseur droit de Chelsea Reece James et le défenseur central de Manchester United Harry Maguire, exclus lors de la défaite de l'Angleterre à domicile (1-0) contre le Danemark lors du dernier match de Ligue des Nations.

EQUIPE DE FRANCE

Marcus Thuram convoqué pour la première fois

Le sélectionneur de l'équipe de France, Didier Deschamps, a dévoilé jeudi la liste des joueurs retenus pour disputer les trois matches programmés en novembre, avec une première convocation de Marcus Thuram, le fils du Légendaire Lilian.. Didier Deschamps a fait appel à 26 joueurs dont Kylian Mbappé pour les trois matches à venir de l'équipe de France. Les Bleus recevront la Finlande (mercredi 11 novembre à 21h10 au Stade de

France), avant d'aller au Portugal (samedi 14 novembre à 20h45 à Lisbonne) puis d'accueillir la Suède (mardi 17 novembre à 20h45 au Stade de France).

La liste des 26 : H. Lloris, S. Mandanda, M. Maignan, B. Costil - L. Digne, L. Dubois, L. Hernandez, P. Kimbembe, C. Lenglet, B. Pavard, R. Varane, K. Zouma N. Kanté, S. Nzonzi, P. Pogba, A. Rabiot, M. Sissoko, C. Tolisso - W. Ben Yedder, K. Coman, N. Fekir, O. Giroud, A. Griezmann, A. Martial, K. Mbappé, M. Thuram.

FOOT/PORTUGAL

Cristiano Ronaldo de retour contre la France et la Croatie



De retour aux affaires après sa quarantaine pour cause de Covid, Cristiano Ronaldo a été convoqué jeudi avec l'équipe du Portugal pour affronter Andorre mercredi en amical, puis la France et la Croatie en Ligue des nations. Le quintuple Ballon d'or avait été testé positif au coronavirus le 13 octobre lors d'un rassemblement avec sa sélection. Il avait dû déclarer forfait pour le match contre la Suède le 14 octobre, remporté par les Portugais en son absence (3-0). Guéri après une quarantaine à son domicile en Italie, le capitaine de la Seleçao a pu retrouver les terrains dimanche avec la Juventus Turin, inscrivant un doublé face à Spezia après être entré en jeu au cours de la seconde période. Pour la première fois depuis fin septembre, il a été titularisé mercredi en Ligue des champions lors de la victoire de la Juve sur le terrain de Ferencvaros (4-1).

JEUX OLYMPIQUES-2032

L'Indonésie réitère son souhait d'abriter l'événement

L'Indonésie a réitéré son désir d'organiser les jeux Olympiques de 2032 et se prépare à présenter un dossier "solide" au mouvement olympique avec un budget aux proportions "conformes" aux réalités du monde d'après la pandémie de coronavirus (Covid-19). Le ministre indonésien de la Jeunesse et des Sports, Zainudin Amali, a indiqué à l'agence de presse Antara News, à la sortie d'une réunion de cabinet mercredi : "Le président (Joko Widodo) m'a chargé, d'une part de préparer la formation d'un comité de candidature, et d'autre part de travailler sur un budget pour les jeux Olympiques 2032 en Indonésie".

Pour présenter un cahier des charges complet et sans failles, l'Indonésie veut se doter d'une équipe de candidature et le chef de l'Etat, Joko Widodo, aurait chargé le président du Comité national olympique, Raja Sapta Oktohari, de travailler dès maintenant sur les prochaines étapes à suivre. Il aurait également déjà exprimé le souhait de se rendre à Lausanne pour y rencontrer le président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach, aussitôt que la situation sanitaire le permettrait, selon la presse locale. Pour Raja Sapta Oktohari, une visite de Joko Widodo au siège du CIO pourrait "grandement aider l'Indonésie à être choisie comme

pays-hôte des jeux Olympiques et Paralympiques de 2032". La même source rappelle que l'idée d'une candidature indonésienne aux Jeux d'été en 2032 ne date pas d'aujourd'hui, puisque le chef de l'Etat l'avait annoncé comme projet, lors de la clôture des Jeux asiatiques de 2018 que le pays avait abrités. Pour le président indonésien, organiser les JO-2032 pourrait contribuer à renforcer l'image du pays à l'étranger, mais aussi servir d'accélérateur à la société indonésienne. Le pays asiatique ne sera pas toutefois le seul dans la course pour l'attribution de l'organisation des JO-2032, puisqu'Australiens et Allemands ont déjà montré un intérêt.

BEKKAT BERKANI (COMMISSION DE SUIVI COVID-19)

# ”Si la situation sanitaire n’évolue pas, il n’y aura pas de reprise du championnat”

Le Dr Mohamed Bekkat Berkani, membre de la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de l'épidémie du nouveau coronavirus (COVID-19), s'est montré vendredi sceptique quant au début du championnat de Ligue 1 professionnelle de football, dont le coup d'envoi est prévu le 28 novembre, en raison de la hausse vertigineuse des contaminations.



“La situation sanitaire n'est pas reluisante, très préoccupante même à telle enseigne que les pouvoirs publics ont pris des mesures pour endiguer la progression exponentielle du virus. Nous aimons le football, qui est notre sport favori, le problème est qu'on ne peut pas prévoir ce qu'il va se passer d'ici au 28 novembre. Les hôpitaux sont saturés par des personnes qui sont dans un état grave. Si la situation n'évolue pas positivement, la compétition ne pourra pas débuter”, a-t-il indiqué sur les ondes de la radio nationale. Le dernier bilan établi jeudi fait état de 642 nouvelles contaminations et 12 décès. Plusieurs cas de contaminations ont été enregistrés également depuis quelques joueurs chez cer-

tains clubs, à l'image de du MC Alger (3 cas), le NA Hussein-Dey (3 cas), et l'ASO Chlef (4 cas). La Fédération algérienne de football (FAF) a fixé au samedi 28 novembre, le déroulement de la première journée du championnat comptant pour la saison 2020-2021, en présence désormais de 20 clubs au lieu de 16, suite au léger remaniement du nouveau système pyramidal de compétition. Le début du championnat sera précédé une semaine plus tôt, par le déroulement de la Supercoupe d'Algérie prévue au stade olympique du 5-juillet entre le CR Belouizdad et l'USM Alger. “Il faut avoir le courage de prévoir toute situation, on ne peut pas revenir à une normalité s'il y aura un nouveau confinement. Il y'a une deuxième vague qui nous submerge, qui reste très inquié-

tante. Nous ne pouvons pas concevoir un jeu alors que la situation est alarmante. Nous devons être conscients. Pour le moment la date de la reprise a été arrêtée, mais nous devons attendre que les choses évoluent dans le bon sens pour se prononcer pour le début de la compétition”, a-t-il conclu. Pour rappel, la saison 2019-2020 n'a pu aller à son terme, en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Les membres de l'assemblée générale de la FAF ont adopté en juillet le choix qui prévoyait de désigner les lauréats et les promus, tout en annulant la rélegation, au terme de la consultation écrite initiée par l'Instance fédérale pour donner suite à l'exercice écoulé, définitivement suspendu.

R.S

LIGUE 1 / CS CONSTANTINE

## Ultime stage de préparation la semaine prochaine à Alger

L'équipe du CS Constantine (Ligue 1 de football) se rendra “la semaine prochaine” à Alger pour effectuer l'ultime phase de préparation en prévision de la nouvelle saison sportive 2020-2021, a annoncé jeudi, l'entraîneur de ce club. “Notre équipe entamera samedi prochain à Alger la dernière phase de préparation, en perspective du prochain exercice” a indiqué à l'APS le coach Abdelkader Amrani. Au cours de ce stage, les coéquipiers du capitaine Sidali Lamri prendront part à un mini tournoi amical et affronteront

trois (3) équipes de Ligue 1. “Ce stage, le troisième du genre, me permettra d'arrêter la liste des joueurs titulaires et de désigner l'équipe qui sera alignée en championnat en sus de consacrer les matchs amicaux à l'application des plans tactiques et à donner une chance aux remplaçants”, a expliqué Amrani. Et d'ajouter : “Lors des deux stages précédents, dont un bloqué à Constantine et à un autre à Tlemcen, nous nous sommes focalisés sur la préparation physique en se basant

sur le bi-quotidien mais aussi sur les matchs amicaux pour donner plus de temps de jeu pour les nouveaux joueurs”. Le coach du CSC a affirmé qu'“un grand travail” attend l'équipe notamment en matière de jeu collectif et de l'efficacité face aux buts”, soulignant que “le recrutement tardif des joueurs a créé une sorte de disparité de l'appréhension de chaque élément et a impacté la préparation générale du groupe”. “Je ne suis pas très satisfait du rendement actuel des joueurs Shiboub et Bentahar qui manquent encore de

fraîcheur physique et l'on verra plus clair après la récupération des joueurs blessés, Lamri et Abid, et les cinq (5) autres qui ne se sont pas entièrement remis de leur blessure” a-t-il poursuivi. “La volonté est présente mais elle ne suffit pas”, a assuré le technicien tlemcénien, soulignant que le staff technique veillera à bien peaufiner la préparation de l'effectif avant l'entame de la nouvelle saison, dont la première rencontre est prévue le 28 novembre prochain contre le WA Tlemcen.

R.S

FOOT-LIGUE 1/MC ORAN

## Pas de dégraissage de l'effectif en vue

La direction du MC Oran a écarté jeudi toute éventualité de dégraissage son effectif que son entraîneur Bernard Casoni juge “déséquilibré”, a-t-on appris de ce club de la Ligue 1 algérienne de football. Le nouveau président du MCO, Tayeb Mahiaoui s'était montré très actif sur le marché des transferts qui a été clôturé le 27 octobre dernier, en recrutant pas moins d'une douzaine de joueurs pour renforcer les rangs de son équipe en prévision de la saison prochaine. Mais à son arrivée à la tête de la barre technique des “Hamraoua”, l'entraîneur français, Bernard Casoni, a estimé qu'il a hérité d'un effectif “déséquilibré” où domine notamment “un grand nombre de joueurs offensifs au détriment du milieu de terrain en particulier”. Néanmoins, le fait que le

mercato estival a baissé rideau, et que tous les joueurs de l'effectif premier du MCO, au nombre de 27 éléments, ont signé chacun leur contrat respectif, Casoni a consenti à poursuivre le travail avec le même groupe, précise-t-on de même source. Par ailleurs, la formation phare de la capitale de l'Ouest du pays a clôturé mercredi son premier stage d'intersaison déroulé pendant dix jours à Tlemcen. Les protégés de Casoni ont livré un deuxième match amical sur les lieux face au WA Tlemcen (1-1) nouveau promu en Ligue 1. Le staff technique oranais, qui s'est dit, par la voix de l'entraîneur adjoint Omar Belatoui, “satisfait” du travail réalisé dans la ville des “Zianides”, a demandé à la direction du club de programmer un deuxième stage dans les prochains jours.

Selon l'ancien défenseur international, ledit regroupement devrait avoir lieu à Oran. “Il sera mis à profit pour parfaire davantage les automatismes entre les joueurs, surtout que l'effectif a connu des changements sensibles au cours du mercato”, a-t-il souligné. Huitième au classement du championnat de l'exercice passé qui n'était pas allé à son terme à cause du Coronavirus, le MCO espère réaliser un meilleur parcours lors de la prochaine édition, dont le coup d'envoi est prévu pour le 28 novembre en cours. Son président, Mahiaoui, qui a cassé sa tirelire pour engager des joueurs de valeur, compte bien jouer les premiers rôles cette saison en Ligue 1, alors que le MCO n'a plus gagné de titre depuis plusieurs années.

R.S

## Brèves

### RÉVISION DES STATUTS DU COA

#### Mise en place d'une cellule de réflexion

Une cellule de réflexion pour la révision des statuts du Comité olympique et sportif algérien (COA) a été mise en place, à l'occasion de la réunion du bureau exécutif, mercredi au siège de l'Instance olympique à Ben Aknoun (Alger). Cette cellule sera chargée d'élaborer de nouvelles dispositions réglementaires, en collaboration avec les représentants des fédérations sportives nationales et les membres de l'assemblée générale de l'Instance olympique, selon un communiqué du COA.

Réuni mercredi en session ordinaire sous la présidence d'Abderrahmane Hammad, le bureau exécutif a étudié et discuté de plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment les préparatifs de la prochaine assemblée générale ordinaire du COA, prévue le 14 novembre à Alger.

Dans le cadre des orientations du Comité international olympique (CIO), deux projets de création d'un Centre universitaire d'études et de recherche scientifiques ont été réceptionnés par le COA et les deux initiateurs de ces projets seront invités à exposer les grandes lignes, précise le COA. Concernant l'opération “Judo à l'école”, lancée à Alger, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Oran et Constantine, 20 écoles ont été fermées en raison de la pandémie de coronavirus. La question de leur reprise a été discutée et le COA attend, à cet effet, une décision des autorités sanitaires publiques, a informé la même source.

S'agissant de la préparation des athlètes algériens aux Jeux Olympiques de Tokyo, un point de situation a été présenté par la championne olympique Hassiba Boulmerka, chef de mission. A ce titre, il a été proposé une réunion de coordination entre le ministère de la Jeunesse et des Sports et le COA à l'effet de tracer une feuille de route pour la finalisation du programme de préparation des athlètes aux JO, conclut le communiqué du COA.

R.S

### LUTTE

#### Stage de préparation des équipes nationales du 8 au 25 novembre

Les athlètes des équipes nationales de lutte juniors et seniors (garçons et filles) effectueront du 8 au 25 novembre un stage au Centre de préparation et de regroupement des équipes nationales à Souidiana (Alger), indique jeudi la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). Le staff technique national, composé des entraîneurs Bendjedaa Mazouz, Acime Fayçal, Zeghdiane Messaoud et Benrahmoune Mohamed, a convoqué 57 athlètes à ce regroupement dont 18 de la gréco-romaine, 15 de la lutte libre et quatre athlètes de la lutte féminine. Les athlètes de l'élite préparent les prochaines échéances dont le tournoi qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo, prévu au mois de mars 2021 à El Jadida (Maroc). C'est le quatrième stage que programme la FALA après la reprise des entraînements dans le strict respect du protocole sanitaire élaboré par le ministère de la Jeunesse et des Sports en raison de la pandémie de coronavirus.

R.S

### FOOT / SÉLECTION ALGÉRIENNE U-15

#### Deux journées de prospection à Sidi Bel-Abbès et Alger

La direction technique nationale (DTN) a organisé deux journées de prospection et de filtrage, les 30 octobre au Centre technique régional de Sidi Bel-Abbès et 3 novembre à Sidi-Moussa (Alger) pour la création de noyaux zonaux en vue de constituer la future sélection nationale U-15, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) jeudi. A Sidi Bel-Abbès, la DTN a regroupé les sélections régionales de Saïda, d'Oran ainsi que des joueurs des wilayas de Naâma et d'El-Bayadh qui ont été choisis par le staff technique national des U-15 lors des différentes opérations effectuées dans la région. Cette journée a été chapeautée par le DTN-adjoint Abdelkrim Benoudia et le staff technique national des U-15, sous la conduite du sélectionneur Rezki Remmane, assisté de Saber Cherif et Mourad Ali Tahar. Le staff technique a vu à l'oeuvre une soixantaine de joueurs nés en 2006 et 2007 pour se stabiliser sur une sélection qui sera convoquée au plateau national, selon la FAF. A Sidi-Moussa, une cinquantaine de joueurs de la sélection régionale d'Alger ont été supervisés et un noyau zonal Centre a été dégagé en prévision du plateau national. Les plateaux zonaux vont se poursuivre ce week-end avec le déroulement d'une prospection à Blida, en attendant d'aller à l'Est et au Sud du pays, indique-t-on de même source.

R.S

Brèves

KOSOVO

Le président démissionnaire placé en détention à La Haye



Hashim Thaçi, qui a démissionné jeudi de la présidence du Kosovo pour faire face à son inculpation par le tribunal spécial de la Haye sur les crimes de guerre durant le conflit contre les forces serbes, a été placé en détention, a indiqué le tribunal.

L'ancien chef politique de la rébellion indépendantiste kosovare (UCK) et deux autres suspects "ont été transférés au centre de détention" du tribunal dans la ville néerlandaise, a ajouté cette instance internationale dans un communiqué.

M. Thaçi, 52 ans, avait démissionné jeudi de son poste de président pour faire face à son inculpation par le tribunal spécial de la Haye sur les crimes de guerre durant le conflit contre les forces serbes.

Il avait expliqué vouloir ainsi protéger "l'intégrité de la fonction de président et du Kosovo", après la validation par un juge de sa mise en accusation pour des chefs découlant de cette guerre à la fin des années 1990. Trois autres suspects ont aussi été transférés à La Haye, a indiqué le tribunal: l'ex porte-parole de la guérilla kosovare Jakup Krasnigi, un des plus proches alliés politiques de M. Thaçi, Kadri Veseli, ex-patron du renseignement de la guérilla, ainsi qu'une des figures marquantes de l'UCK, Rexhep Selimi.

Les quatre hommes sont soupçonnés d'être responsables de près de cent meurtres, de disparitions forcées, de persécutions et de tortures, tous actes commis entre mars 1998 et septembre 1999.

M. Thaçi proclame depuis toujours son innocence dans le conflit de 1998-99 et accuse la justice internationale de "réécrire l'Histoire".

AFGHANISTAN

Au moins 3 morts dans l'explosion d'une bombe

Au moins trois personnes ont été tuées, jeudi, à la suite de l'explosion d'une bombe au domicile d'un officier, dans la région de Shulgara, dans la province de Balkh, au nord de l'Afghanistan, selon la police. Dans un communiqué rendu public, Sayed Aref Iqbal, chef de la police de la ville, a indiqué que l'explosion a fait trois morts, dont le fils de l'officier et deux civils, ainsi que 15 blessés. Amnesty International a déclaré, auparavant, que les civils continuent de payer le prix du conflit dévastateur.

Des négociations sont intervenues suite à la signature de l'accord historique de paix entre le mouvement des Taliban et Washington à Doha, le 29 février, pour un retrait progressif des Etats-Unis d'Afghanistan et un échange de détenus.

NOUVELLE ZÉLANDE

La Première ministre investie pour un second mandat



La Première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern a été investie vendredi pour un second mandat, trois semaines après des élections qu'elle a remportées de façon encore plus triomphale que ce que l'on pensait initialement.

La charismatique dirigeante tra-

vailliste qui a eu 40 ans durant l'été a prêté serment en anglais et en maori lors d'une cérémonie à Wellington.

"Je dirais simplement que c'est Aotearoa Nouvelle-Zélande qui est assis à cette table", a-t-elle dit en citant le nom maori du pays et en désignant les membres de son

gouvernement, au sein duquel les femmes et la communauté maorie sont très bien représentées.

Forte d'un bilan très solide dans la lutte contre l'épidémie, Mme Ardern a offert aux travaillistes leur plus grande victoire électorale depuis la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).

Les résultats officiels publiés vendredi ont d'ailleurs montré que ce succès était encore plus vaste que ce que l'on croyait initialement puisque Mme Ardern a recueilli 50,0% des suffrages (et non 49,0% comme rapporté précédemment), et rallié 65 des 120 sièges au parlement (et non 64).

SLOVÉNIE

Violentes manifestations anti-confinement

Une manifestation contre le confinement anti-coronavirus en Slovaquie a dégénéré jeudi soir en violents affrontements à Ljubljana après que la police est intervenue pour disperser la foule à coups de gaz lacrymogène et de canons à eau.

Plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées devant le bâtiment du Parlement et certaines s'en sont prises aux policiers qui les avertissaient qu'ils étaient violaient les dispositions prises pour lutter contre la pandémie.

Certains manifestants ont alors jeté des bouteilles, des pierres et des pétards sur les policiers anti-émeutes qui ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène et utilisé des canons à eau.

Lors des heurts qui ont duré plus de deux

heures dans une partie du centre ville, au moins trois personnes ont été blessées, selon la chaîne de télévision privée POP TV.

Le chef de la police de la capitale, Stanislav Vreacar, a indiqué à la presse "qu'une dizaine de policiers" avaient été légèrement blessés, la plupart par des jets de pierres.

"A 7H00 du soir la police avait rétabli l'ordre dans Ljubljana", a-t-il indiqué, ajoutant que dix manifestants avaient été arrêtés.

La Slovaquie a été relativement épargnée par la première vague de la pandémie mais devant la hausse récente des cas (41.000 au total pour une population de deux millions d'habitants), le gouvernement a décrété le mois dernier un reconfinement, y compris un couvre-feu et la fermeture des écoles et des commerces non-essentiels.

FLEUVE MONO

Le Togo s'apprête à ratifier une convention avec le Bénin

Le Togo s'apprête à ratifier la convention avec le Bénin voisin sur le statut du fleuve Mono frontalier aux deux pays et la création de l'Autorité du bassin du Mono (ABM), d'après un communiqué du Conseil des ministres publié mercredi à Lomé. Sous la présidence du chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé, le Conseil des ministres du gouvernement a examiné, mercredi dans la capitale togolaise Lomé, l'avant-projet de loi devant autoriser le Togo à ratifier la convention sur le Mono. La Convention en question liant le Togo et le Bénin sur leur fleuve frontalier avait été signée le 30 décembre 2014 à Cotonou au Bénin. Le gouvernement togolais rassure que le projet de loi vise à assurer un "développement intégré et durable du bassin du Mono en étroite collaboration entre le Bénin et le Togo". La création de l'ABM permettra, a-t-il ajouté, de doter de bassin d'un cadre juridique et institutionnel de gestion transfrontalière de ses ressources en eau.

CAMEROUN ANGLOPHONE

Les onze enseignants enlevés, libérés

Les onze enseignants enlevés mardi dans une école du nord-ouest anglophone du Cameroun, en conflit depuis près de quatre ans, ont été libérés jeudi sous la pression de la population locale, ont rapporté des médias, citant les autorités religieuses. Le gouvernement avait affirmé mercredi que seulement six enseignants avaient été enlevés dans cette attaque. Une autorité administrative locale a confirmé leur libération auprès des médias, ajoutant qu'elle était "le résultat

de la pression de la population".

"Tous les enseignants ont été libérés ce jour. Ils sont en bonne santé", a affirmé un chef de l'église presbytérienne du Cameroun, Samuel Fonki.

"Les populations se sont rendues à trois reprises là-bas (dans le camp des séparatistes, ndr) pour exiger leur libération", a-t-il poursuivi. "Ils étaient onze et ils sont tous rentrés", a pour sa part affirmé un membre de l'équipe qui a participé aux "négociations".

Mardi, l'assaut d'une école protestante, la Presbyterian primary and secondary school, par des hommes non identifiés a eu lieu à Kumbo, dans la région du Nord-Ouest, où les attaques d'établissements scolaires, agressions et enlèvements d'élèves et d'enseignants sont fréquents.

Mardi et mercredi, c'est au total quatre écoles qui ont été attaquées en zone anglophone, en proie à un sanglant conflit entre rebelles séparatistes et forces de sécurité.

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

# Biden s'approche à petits pas de la Maison-Blanche

Joe Biden s'est encore rapproché de la Maison-Blanche hier en prenant la tête de la course dans l'Etat-clé de Géorgie, au lendemain de nouvelles accusations de fraude proférées sans la moindre preuve par Donald Trump qui continue d'affirmer être le vainqueur de la présidentielle.



Dans un dépouillement qui avançait au compte-gouttes, la tendance s'est inversée au petit matin en Géorgie : mené depuis le scrutin de mardi, l'ancien vice-président démocrate devançait désormais le président républicain de 917 voix. Au vu des résultats ultraserrés, aucun grand média américain n'a toutefois pour l'instant attribué définitivement la victoire à un des deux candidats dans cet Etat qui vaut 16 grands électeurs. Les compteurs pour arriver au nombre magique de 270 grands électeurs -- la majorité du collège électoral -- ouvrant les portes de la Maison-Blanche restaient donc bloqués : 253 ou 264 voix pour Joe Biden, selon que les médias lui aient ou non attribué l'Arizona, et 214 pour Donald Trump.

**PENNSYLVANIE DÉTERMINANTE**

Les Etats-Unis, qui attendaient de connaître le nom de celui qui prêterait serment le 20 janvier, avaient donc aussi les yeux rivés sur la Pennsylvanie, qui pourrait mettre fin au suspense avec ses 20 grands électeurs. Si l'ancien vice-président de Barack Obama remporte cet Etat industriel, il deviendra le 46e président américain. L'avance initiale de Donald Trump, au soir de l'élection dans cet Etat industriel du nord-est du pays qu'il avait remporté il y a quatre ans, continuait de fondre au fur et à mesure que les bulletins envoyés par courrier -- souvent à 80 % en faveur de Joe Biden -- étaient comptés. Vendredi peu après 10H00 GMT, le milliardaire républicain ne menait plus que de 18 229 voix d'avance en Pennsylvanie.

**"VOLER L'ÉLECTION"**

A l'inverse de la Pennsylvanie et de la Géorgie, Donald Trump bénéficie directement, dans l'Arizona, de la prolongation du dépouillement. Il était en train de rattraper Joe Biden, risquant de faire perdre au démo-

crates les 11 grands électeurs que l'agence AP et Fox News lui avaient attribués dès la nuit électorale de mardi, sur la base de résultats partiels et de modèles statistiques, une méthode habituellement très sûre. Face aux résultats égrenés globalement plus favorables à son rival, Donald Trump a crié jeudi une nouvelle fois à la fraude, sans apporter de nouveaux éléments. "Si vous comptez les votes légaux, je gagne facilement. Si vous comptez les votes illégaux, ils peuvent essayer de nous voler l'élection", a-t-il lancé depuis la salle de presse de la Maison-Blanche, dans une tirade souvent confuse, truffée d'approximations et de contre-vérités sur le décompte en cours.

**TRUMP PLUS ISOLÉ**

Plus de deux jours après l'élection, le 45e président apparaît isolé au sein de son propre parti dans sa croisade contre un "vol" du scrutin dont il serait la victime. "Nous n'avons entendu parler d'aucune preuve", a réagi sur ABC Chris Christie, ex-gouverneur du New Jersey et allié du Président, mettant en garde contre le risque d'attiser les tensions sans éléments tangibles. Il a, en revanche, reçu le soutien de deux sénateurs républicains, Lindsey Graham et Ted Cruz. "Je peux vous dire que le Président est en colère et je suis en colère, et les électeurs devraient être en colère", a déclaré ce dernier sur Fox News. Peu après l'allocation de Donald Trump, Joe Biden a une nouvelle fois appelé au calme et à la patience. "Personne ne nous prendra notre démocratie. Ni aujourd'hui, ni jamais", a-t-il tweeté. Quelques heures plus tôt, le candidat démocrate s'était dit certain, dans une intervention à la tonalité présidentielle, de sa victoire imminente. "Je demande à tout le monde de rester calme. Le processus fonctionne, le décompte s'achève et nous saurons très bientôt", a-t-il déclaré depuis le Delaware. "Nous n'avons aucun doute sur le fait que lorsque le dé-

pouillement sera terminé (...) nous serons déclarés vainqueurs".

**RECOURS JUDICIAIRES**

Le président républicain avait déclaré, dans la dernière nuit post-élection, qu'il avait gagné l'élection et qu'il ferait intervenir la Cour suprême, restant évasif sur les motifs. En réalité, ses avocats ont lancé de multiples actions judiciaires au niveau des Etats, avec par exemple la menace de demander un recomptage dans le Wisconsin. Les démocrates estiment les plaintes sans fondement, mais ces recours pourraient retarder de plusieurs jours ou semaines l'homologation des résultats. Dans le Michigan et la Géorgie, deux juges ont déjà rejeté des recours républicains. L'une des batailles concerne la grande Pennsylvanie, où les autorités ont été débordées par le volume de bulletins reçus par la poste. A la demande du camp Trump, un juge a ordonné aux autorités locales de laisser entrer des observateurs républicains dans le centre de convention de Philadelphie où le dépouillement a lieu. Dehors, des partisans de M. Trump manifestaient pour dénoncer des fraudes, face à des contre-manifestants. "Trump est en train de faire un coup d'Etat pour voler les élections", a dit à l'AFP Emma Kaplan, 30 ans. Les lieutenants et la famille du Président ont lancé une campagne de désinformation pour persuader leurs troupes que des tricheries massives étaient en cours, notamment dans les Etats comme la Pennsylvanie qui sont gouvernés par des démocrates. Mais un certain fatalisme semblait gagner le camp républicain. Karl Rove, ancienne éminence grise de George W. Bush, a noté sur son blog que "voler des centaines de milliers de voix signifierait un complot d'une ampleur digne d'un film de James Bond. C'est impossible".

AFP

LIBYE

## "La seule voie de la légalité est la voie des urnes"

La représentante spéciale par intérim du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Stephanie Williams, a indiqué que la seule voie de recouvrement de la légalité en Libye est "la voie des urnes", rapportent jeudi des médias libyens.

Mme Williams s'est félicitée, dans un entretien avec des médias libyens, de l'accord historique de la commission militaire mixte réunie à Ghadames en estimant que cet accord est la résultante d'une grande coopération entre Libyens et que les parties en conflit dans ce pays commencent à répondre aux conclusions établies lors du sommet de Berlin. L'objectif principal de la réunion entre les représentants militaires des deux parties libyennes à laquelle a pris part mardi Mme Williams, était de discuter des modalités de mise-en-œuvre du cessez-le-feu. "Nous pouvons voir les avantages, les fruits du travail de la Commission militaire mixte sur le terrain ici en Libye", s'est félicitée Mme Williams.

Elle a expliqué que la réunion de Ghadames "est le début d'un processus qui va exiger de la détermination, du courage, de la confiance et beaucoup de travail". La Représentante spéciale, qui dirige également la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL) a noté la "détermination" des deux parties réunies au sein de cette Commission militaire mixte à mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu. Les délégations des deux parties avaient signé le 23 octobre dernier, à Genève, un accord de cessez-le-feu salué par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et le Conseil de sécurité des Nations unies en appelant les parties signataires à respecter leur engagement envers ce cessez-le-feu. Cet accord prévoit un calendrier pour le départ des mercenaires et des forces étrangères du territoire libyen. "Nous avons maintenant des discussions détaillées sur le mécanisme de surveillance pour tout cela, mais il y a une demande souveraine libyenne claire en ce moment que nous avons vue dans l'accord de cessez-le-feu lui-même", a dit Mme Williams. "Le fardeau, la responsabilité incombe aux pays et aux éléments qui sont responsables d'amener ces mercenaires et ces forces en Libye", a-t-elle dit. "Ils doivent respecter la demande libyenne", a-t-elle insisté.

L'envoyée de l'ONU a souligné que "l'extrême confiance" dans la capacité des parties à travailler ensemble doit désormais se traduire par des avancées sur le terrain, notant qu'il reste encore beaucoup de travail à faire.

Selon la Représentante spéciale, toutes les installations pétrolières sont désormais ouvertes, tout comme la production de pétrole. La National Oil Corporation a déjà signalé que la production journalière est de 800 000 barils par jour. "Nous travaillons à la reprise des vols pour permettre aux habitants du sud d'avoir une connexion avec d'autres villes de Libye", a-t-elle ajouté, constatant également l'échange continu de détenus depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu. Parallèlement aux négociations militaires, les parties libyennes doivent réamorcer des pourparlers politiques. Un Forum de dialogue politique inter-libyen doit se tenir le 9 novembre à Tunis, la capitale de la Tunisie. "Nous devons travailler avec les 75 participants (du Forum) sur une feuille de route politique tournée vers l'avenir avec comme objectifs clés la programmation des élections nationales", souligne Mme Williams.

R.I

PALESTINE

## 59 démolitions et des milliers de constructions coloniales en octobre

L'Organisation de Libération de Palestine (OLP) a fait état dans son rapport mensuel de 450 arrestations parmi les Palestiniens, 59 démolitions et des milliers de constructions coloniales le mois d'octobre dernier. Selon le rapport publié jeudi, deux Palestiniens, dont un enfant, ont succombé à leurs blessures occasionnées par des balles tirées par l'occupation en Cisjordanie occupée, en octobre dernier. En ce qui concerne les arrestations, les autorités d'occupation israéliennes

ont arrêté environ 450 citoyens palestiniens, dont 14 de la bande de Gaza. Les prisonniers palestiniens vivent également des conditions déplorablement en raison des pratiques abusives de l'occupation qui bafoue le droit international, notant que 4500 prisonniers, y compris 160 enfants et 41 femmes, croupissent dans les geôles d'occupation israéliennes. En outre, l'armée de l'occupation a blessé 100 citoyens de la Cisjordanie et à El Qods occupée. Lors du mois dernier, les autorités de l'occupat-

ion ont approuvé environ 5400 unités coloniales dans des colonies israéliennes illégales construites en Cisjordanie occupée, y compris à El Qods. Ce plan vise à judaïser la ville d'El Qods, imposer une nouvelle réalité et changer l'identité culturelle de la ville sainte. Aussi, les colons continuent de plus en plus de profaner la mosquée sainte : 1798 incursions ont été effectuées pendant le mois dernier, d'après le rapport. En outre, 19 ordres ont été publiés pour éloigner les Palestiniens de la mosquée d'Al-Aqsa et

59 installations, dont 22 habitations et 37 maisons ont été démolies lors du mois dernier, d'après le rapport, ajoutant que 90 ordres de démolition ont été délivrés contre des installations agricoles et commerciales dans les différents gouvernorats en Cisjordanie occupée. En ce qui concerne les attaques des colons, 96 attaques ont été commises contre les Palestiniens et leurs biens, notant que 1200 oliviers ont été dévastés par les colons en Cisjordanie.

R.I



# Le destin tragique des communistes arabes

## La Russie et l'intervention militaire syrienne au Liban

Par une curieuse coïncidence, Alexei Kossyguine, premier ministre soviétique, se trouvait en visite à Damas, à la veille de l'entrée des troupes syriennes au Liban, en juin 1976. Hafez Al Assad, prudent ou méfiant, surtout soucieux de prévenir un veto soviétique, n'a pas pris soin d'informer son hôte de sa décision d'intervenir militairement au Liban.

Mais en dépit de cette mauvaise manière faite à un partenaire stratégique de la Syrie, l'Union soviétique ne prendra pas ombrage de l'attitude cavalière de Damas à son égard. Le Kremlin donnera finalement son accord à l'entrée des troupes syriennes au Liban.

Le PC Libanais, membre de plein droit de la coalition palestino-progressiste, s'était prononcé en faveur de la lutte armée.

Alerté, le chargé d'affaires soviétique à Beyrouth pris alors contact avec Karim Mroueh pour s'enquérir de la situation et surtout faire part de son étonnement que les « communistes libanais combattent l'armée syrienne ».

Il s'en suit le dialogue suivant :  
Karim Mroueh: Vous avez combattu le nazisme.

Diplomate soviétique: Je ne vous permets pas de faire des comparaisons pareilles.

Karim Mroueh: En tant que Libanais, et non en tant que communiste, je n'accepte pas que des troupes étrangères soient présentes sur le territoire national de mon pays.

D'autant plus que cette présence militaire étrangère est dirigée contre la coalition palestino-progressiste, supposée être les alliés de la Syrie. L'entretien, tendu, fut bref.

Sur ces entrefaites, Karim Mroueh se rend alors à Paris pour solliciter l'aide du Vietnam. Là aussi, l'entretien fut bref et tendu. L'ambassadeur refusa de recevoir personnellement le dirigeant communiste libanais, encore moins de lui organiser une visite à Hô Chi Minh Ville, et le 3ème conseiller de l'ambassade vietnamienne à Paris fut expédié. Sa réponse d'une grande brutalité: « Vous combattez l'armée syrienne ? »

Le discours de Saint Petersburg de Vladimir Poutine de Juin 2019 et la « déconsolidation démocratique » de l'Occident.

L'invasion américaine de l'Irak, en 2003, a conduit le Parti Communiste Irakien, exsangue, persécuté tant sous le gouvernement d'Abdel Karim Kassem, en 1961, que sous Saddam Hussein, 1970-2003, à assurer un service minimum faute d'être balayé. Un service minimum sans la moindre caution à l'occupation américaine de son pays. Pour sa survie, il s'alliera, lui, le parti qui professait une idéologie laïque, avec Moqtada Sadr,



un farouche opposant à la présence américaine en Irak, certes, mais néanmoins un grand dignitaire religieux chiite.

La séquence dite du printemps arabe (2011-2019) a propulsé des figures éminentes du Parti Communiste Syrien, telles Ryad Truk, abusivement qualifié de « Mandela syrien » et Michel Kilo, voire même Bourhane Ghaloune, le suppléant de l'administration française contre son pays d'origine, dans le giron de l'opposition off shore pétromonarchique, dans une démarche qui a signé à la fois et leur reddition et leur trahison. A l'inverse des pontes du régime baasiste, tel Abdel Halim Khaddam, vice président de la république syrienne, ou du libanais Walid Joumblatt, chef de l'unique parti arabe se réclamant du socialisme, ou encore la cohorte des mercenaires syriens de l'opposition off shore, le Parti Communiste Libanais, fidèle à son histoire, s'est retrouvé, lui, dans la même tranchée que le Hezbollah libanais dans la guérilla anti israélienne qui a abouti, en 2000, à un retrait sans condition, ni négociations, ni traité de paix avec Israël; Un fait sans précédent dans les annales du conflit israélo-arabe.

Toutefois, vers la fin de sa vie, Karim Mroueh tout comme Elias Attalah le 4ème mousquetaire de la « gauche démocratique », rejoindront la cohorte constituée par la « gauche mutante » renonçant à leur idéologie communiste pour rallier l'idéologie du pétrodollar.

L'implosion de l'Union soviétique a entraîné dans sa chute l'éclipse des partis communistes arabes. En propulsant un monde unipolaire sur le plan international, elle a placé l'ordre domestique arabe sous l'hégémonie saoudienne, le suppléant émirite des Américains, déblayant la voie à l'invasion américaine de l'Irak.

La guerre de Syrie marquera, elle, le retour de la Russie par la grande porte au Moyen Orient, douze ans

après en 2015. Nullement le fait du hasard, le déploiement russe en Syrie, matérialisé par l'aménagement d'une base aérienne, la première en Mer Méditerranée depuis la fin de la guerre froide soviéto-américaine (1990), se voulait un message à double destination: Aux partenaires et aux adversaires de la Russie pour leur démontrer que la loyauté est payante en politique.

L'empressement de Moscou à voler au secours du président Bachar Al Assad s'explique par la fidélité de la Syrie à son alliance avec Moscou, (l'URSS, puis la Russie), en dépit des déboires de la Russie. La Syrie est en effet le seul pays arabe avec l'Algérie à avoir maintenu un partenariat stratégique avec le Kremlin, contre vents et marées, contrairement à l'Egypte d'Anouar El Sadate, à l'Erythrée de Isyass Oufourky, de l'Ethiopie de Mengistu Hailé Mariam de la Somalie de Mohamad Ziad Barré, ou encore du libyen Mouammar Kadhafi, qui a révélé aux Occidentaux tout un pan de la coopération nucléaire arabe pour sa survie politique. Un surris de 7 ans de 2003 à 2011.

Depuis la tribune principale du Forum Économique International de Saint-Petersbourg, Vladimir Poutine a annoncé, le vendredi 7 juin 2019, la doctrine de la confrontation globale avec les États-Unis.

Dans un discours qui présentait de par sa tonalité prophétique des analogies avec le Discours de Fulton de Winston Churchill, sur « le Rideau de fer », Vladimir Poutine a annoncé pour la première fois au monde que la Russie ne reconnaît plus le système établi de domination mondiale des États-Unis.

En lançant un défi total à ce système, la Russie a annoncé son alliance avec la Chine et les pays déterminés à échapper au joug américain dans cette confrontation, dont l'objectif ultime est l'aménagement d'un monde multipolaire et la fin corrélative de six siècles de domination ab-

solue de l'Occident sur le reste de la planète.

Curieux que ce discours n'ait pas retenu l'attention des éditocrates occidentaux, pourtant annonciateur d'un basculement géostratégique planétaire, alors que la forteresse Occident apparaît comme un îlot de richesse assiégé par une immense ceinture de misère.

Selon le dernier rapport de l'ONU sur la faim, publié en Juillet 2019, huit cent vingt millions (820) de personnes souffrent de la faim dans le Monde.

La faim a augmenté de près de 20% en Afrique, un continent qui connaît également la prévalence la plus élevée de sous-alimentation. Et en Asie, la sous-alimentation touche 11% de la population. De surcroît la surcharge pondérale augmente dans toutes les régions, en particulier chez les enfants d'âge scolaire et les adultes.

En toile de fonds de la déconfiture de l'alliance atlantique dans la gestion de la pandémie du Coronavirus, l'Occident paraît être en phase de « dé-consolidation démocratique » avec la montée en puissance aux États Unis, la plus ancienne démocratie du Monde, d'un président ouvertement xénophobe et machiste, artisan du « Muslim Ban ».

Le Royaume Uni, plate-forme de la reconquête de l'Europe occidentale face au nazisme durant la II<sup>ème</sup> Guerre mondiale, paraît être saisi d'une fièvre de repli et de rejet des étrangers, illustrée par le Brexit., alors qu'au sein même de l'Union Européenne, d'autocrates populistes voire même fascistes (Italie, Autriche, Hongrie etc.), préfigurent la fin d'une exception historique: l'alliance du capital et de la démocratie: la dé-consolidation démocratique, tant il est vrai qu'un capitalisme sans limites anémie et érode la démocratie en engendrant la pulsion populiste.

Par René Naba